

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

7 JUNI 2011

Proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR
MME SAÏDI

I. INTRODUCTION

La proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté a été déposée le 7 octobre 2010 et transmise à la commission des Affaires sociales le 21 octobre. Celle-ci l'a examinée au cours de ses

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

7 JUNI 2011

Voorstel van resolutie betreffende de armoedebestrijding

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW SAÏDI

I. INLEIDING

Het voorstel van resolutie betreffende de strijd tegen de kinderarmoede is ingediend op 7 oktober 2010 en werd aan de commissie voor de Sociale Aangelegenheden overgezonden op 21 oktober jl.. De commissie

Composition de la commission :/ Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Rik Torfs.

Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Grootte, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Paul Magnette, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
CD&V	Rik Torfs, Cindy Franssen.
sp.a	Marleen Temmerman, Frank Vandenbroucke.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Hassan Boussetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux, Muriel Targnion.
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Dirk Claes.
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Güler Turan.
Rik Daems, Guido De Padt.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Marcel Cheron, Zakia Khattabi.
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

Voir :

Documents du Sénat :

5-254 - SE 2010 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Franssen et consorts.

5-254 - 2010/2011 :

N^{os} 2 et 3 : Amendements.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-254 - BZ 2010 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Franssen c.s.

5-254 - 2010/2011 :

Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

réunions des 23 novembre 2010, 29 mars 2011 et 10, 17 et 24 mai 2011.

Le 10 mai 2011, Mme Franssen a déposé un amendement global visant à remplacer l'intitulé et l'ensemble des articles de la proposition de résolution. La commission a décidé de poursuivre ses travaux sur la base de ce texte, qui a ensuite été sous-amendé. La proposition de résolution a été mise aux voix lors de la réunion du 24 mai 2011.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME FRANSSSEN

Mme Franssen souligne que contrairement aux autres propositions de résolution relatives à la lutte contre la pauvreté qui sont examinées en commission des Affaires sociales et qui portent sur une matière spécifique, comme la pauvreté infantile, la proposition n° 5-254 est une résolution-cadre. Certes, les différentes propositions de résolution présentent plusieurs points de tangence et l'intervenante est tout à fait ouverte à d'éventuels amendements. Il appartient à la commission d'apprécier s'il convient ou non de regrouper les propositions à l'examen en un seul texte global.

Mme Franssen rappelle que 2010 est l'Année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le risque existe de voir l'année se terminer sur de ronflantes déclarations, des groupes de réflexion en tous genres et des réceptions, sans que rien n'ait changé sur le terrain. C'est pourquoi la proposition de résolution appelle à faire de 2010 une année charnière, comme le fut l'année 1994 avec la publication du premier rapport général sur la pauvreté. La proposition vise à envoyer un signal fort, tant au gouvernement démissionnaire actuel, qui tentera de clôturer la présidence belge de l'Union européenne par une déclaration finale, qu'au futur gouvernement fédéral, pour que la problématique de la pauvreté reste une priorité politique au niveau belge comme européen.

La crise économique et financière actuelle a jeté de nombreuses personnes dans la pauvreté, aux côtés de ceux que l'on considère comme les « pauvres structurels ». En effet, de nombreux incidents concrets, comme une faillite ou la perte d'un emploi, plongent trop souvent ceux qui en sont victimes dans la pauvreté immédiate.

Force est de constater que les chiffres de la pauvreté ne baissent pas, au contraire, malgré l'attention accordée à cette problématique à tous les niveaux de pouvoir sous la forme de rapports annuels, plans d'action, notes de politique, etc. De nombreuses mesures semblent en outre avoir un « effet Matthieu ».

heeft dit voorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 23 november 2010, 29 maart, en 10, 17 en 24 mei 2011.

Op 10 mei 2011 diende mevrouw Franssen een globaal amendement in dat beoogt het opschrift en alle artikelen van het wetsvoorstel te vervangen. De commissie besloot om op basis van deze tekst verder te werken. Vervolgens werden hierop subamendementen ingediend. Tijdens de vergadering van 24 mei jl. werd het voorstel van resolutie ter stemming voorgelegd.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW FRANSSSEN

Mevrouw Franssen wijst erop dat het voorstel nr. 5-254, anders dan de andere voorstellen van resolutie over de strijd tegen de armoede die besproken worden door de commissie voor de Sociale Aangelegenheden en die een specifieke aangelegenheid betreffen, zoals bijvoorbeeld de kinderarmoede, een kaderresolutie is. Weliswaar zijn er verschillende raakpunten tussen de verschillende resoluties en spreekster staat zeker open voor eventuele amendementen. Het is aan de commissie om te oordelen of de voorliggende voorstellen van resolutie al dan niet moeten worden samengevoegd in één globale tekst.

Mevrouw Franssen herinnert eraan dat 2010 het Europees jaar is van de strijd tegen de armoede en de sociale uitsluiting. Het risico is niet ondenkbeeldig dat het jaar wordt afgesloten met ronkende verklaringen, allerhande fora en eraan gekoppelde recepties, zonder dat op het terrein iets veranderd is. Daarom wordt in het voorstel van resolutie voorgesteld om 2010 als een scharnierjaar te gebruiken, zoals 1994 dit was met de publicatie van het eerste algemeen verslag over de armoede. Het voorstel wil een krachtig signaal geven, zowel naar de huidige, ontslagnemende regering die zal trachten om het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie af te sluiten met een slotverklaring, als naar de nog te vormen federale regering, opdat de armoedeproblematiek hoog op de agenda zou blijven staan, zowel op Belgisch als op Europees vlak.

De huidige economische en financiële crisis heeft heel wat mensen in de armoede geduwd, die bovenop de personen komen die als « generatiearmen » worden beschouwd. Vele concrete incidenten, zoals een faillissement of het verlies van een baan, leiden immers al te vaak tot onmiddellijke armoede.

Men stelt vast dat de armoedecijfers niet dalen, wel integendeel, en dit ondanks de aandacht die er voor deze problematiek is op alle beleidsniveaus in de vorm van jaarverslagen, actieplannen, beleidsnota's en dergelijke meer. Het blijkt bovendien dat heel wat maatregelen een zogenaamd « Mattheus-effect » heb-

La vision qui sous-tend la proposition de résolution est la nécessité de considérer la pauvreté comme un réseau global d'exclusion sociale. L'intervenante espère faire le point sur la problématique de la pauvreté dans le cadre d'une approche basée sur les droits fondamentaux. Elle souhaite voir mener une politique inclusive globale en matière de lutte contre la pauvreté, même si une attention particulière doit malgré tout être accordée à des groupes cibles spécifiques. On constate d'une part que la pauvreté touche davantage les personnes de couleur, les femmes et les citoyens et, d'autre part, que différents groupes présentent un risque accru, par exemple les personnes peu qualifiées, les seniors, les malades chroniques, les personnes atteintes d'un handicap, etc.

L'idée qui sous-tend la proposition de résolution-cadre est qu'une politique de lutte contre la pauvreté est une politique intégrée à laquelle tous les niveaux de pouvoir doivent collaborer, et que tous les instruments existants, comme la Conférence interministérielle de l'Intégration sociale, doivent être mieux exploités. Le Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, qui prévoit de nombreuses mesures spécifiques, n'a malheureusement pas pu être mis en œuvre en raison du contexte politique doit servir à élaborer un nouveau plan de lutte contre la pauvreté, plutôt opérationnel, définissant des objectifs opérationnels et stratégiques et introduisant une dimension concrète de lutte contre la pauvreté dans les différents domaines politiques. C'est ce qu'ont déjà fait les autorités flamandes.

La proposition de résolution appelle, d'une part, à la mise en place d'une concertation verticale en matière de lutte contre la pauvreté au niveau fédéral afin d'harmoniser au mieux les efforts du pouvoir politique et des acteurs de la société civile et, d'autre part, à la mise en place d'un réseau de fonctionnaires qui dépasse les cloisonnements des différentes administrations afin de mieux appréhender l'aspect transversal de la lutte contre la pauvreté. Il faut également associer davantage les experts du vécu formés en pauvreté et en exclusion sociale car les décideurs politiques ne réalisent souvent pas ce que représente le fait d'être pauvre puisqu'ils ne se sont jamais retrouvés personnellement dans une telle situation.

Parallèlement à la politique générale de lutte contre la pauvreté, des propositions sont également formulées concernant quelques politiques spécifiques, notamment celles relatives aux revenus et à l'emploi, à la santé, au logement et à l'énergie.

En ce qui concerne les revenus et l'emploi, Mme Franssen se réfère à toute la discussion menée dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne, sur le revenu minimum et la protection sociale. L'octroi automatique de certains droits est également un élément important. Pour des explications concrètes

ben. De visie die in de resolutie tot uiting komt is dat armoede moet worden beschouwd als een gans netwerk van sociale uitsluiting. Spreekster hoopt via een grondrechten-benadering de armoedeproblematiek in kaart brengen. Zij wil een globaal, inclusief beleid voeren op het vlak van armoedebestrijding, zij het dat toch bijzondere aandacht moet worden geschonken aan specifieke doelgroepen. Enerzijds stelt men vast dat armoede verkleurt, vervrouwelijkt en verstedelijkt, en anderzijds zijn er een aantal groepen met een verhoogd risico, zoals laaggeschoolden, senioren, chronisch zieken, personen met een handicap en dergelijke.

Het voorstel van kaderresolutie vertrekt vanuit de idee dat armoedebeleid een geïntegreerd beleid is waaraan alle beleidsniveaus moeten meewerken en dat de bestaande instrumenten, zoals de interministeriële conferentie Maatschappelijke Integratie, op een betere manier moeten worden gebruikt. Concreet wordt gevraagd dat het federaal plan inzake armoedebestrijding met tal van specifieke maatregelen, dat jammer genoeg niet kon worden uitgevoerd wegens de politieke omstandigheden wordt omgezet in een nieuw plan inzake armoedebestrijding, dat eerder een operationeel plan dient te zijn, met operationele en strategische doelstellingen, waarin ook een concrete armoedetoets wordt ingevoerd op de verschillende beleidsdomeinen. Dit is reeds het geval bij de Vlaamse overheid.

Voorts stelt het voorstel van resolutie voor om een verticaal overleg inzake armoedebestrijding op federaal niveau in te stellen zodat de inspanningen van het beleid en de actoren uit het middenveld optimaal op elkaar kunnen worden afgestemd en om een netwerk van ambtenaren over de verschillende administraties heen uit te bouwen, met als doel het transversale aspect van armoedebestrijding beter te ondervangen. Ook het inschakelen van opgeleide ervaringsdeskundigen in de armoede en sociale uitsluiting bij het beleid dient te worden uitgebouwd, vermits de beleidsmakers vaak niet beseffen wat het is om zelf arm te zijn omdat ze zich nog nooit in een dergelijke situatie hebben bevonden.

Naast het algemene armoedebeleid werden ook op enkele specifieke beleidspunten voorstellen gedaan, met name het inkomens- en werkgelegenheidsbeleid, het gezondheidsbeleid en huisvesting en energie.

Wat inkomen en werk betreft, verwijst mevrouw Franssen naar de ganse discussie over het minimum-inkomen en naar de sociale bescherming die werd gevoerd in het kader van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie. Ook het automatisch toekennen van bepaalde rechten is een belangrijk element.

à ce sujet, l'intervenante renvoie au texte de la proposition de résolution.

Quelques recommandations stratégiques sont également proposées pour les groupes cibles spécifiques. L'intervenante plaide dès lors pour que les autres propositions de résolution examinées par la commission soient traitées séparément car elles concernent souvent de manière précise l'un ou l'autre groupe cible, les enfants par exemple.

Mme Franssen plaide enfin pour que l'on rectifie la perception de la pauvreté et des pauvres, en particulier chez ceux qui sont confrontés à ces personnes de manière concrète, comme les prestataires de soins, entre autres.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Point de vue de M. Courard, secrétaire d'État démissionnant à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté

Une série de propositions incluses dans cette résolution sont devenues réalité.

Sous cette législature, un Plan fédéral de Lutte contre la pauvreté, comportant 59 mesures, a été mis en place. Outre les mesures proprement dites, il est important de souligner que l'introduction d'un tel plan a insufflé une dynamique nouvelle à la lutte contre la pauvreté au niveau politique.

Tous les trois mois, ce plan fait l'objet d'un monitoring au sein du Conseil des ministres quant à son état d'avancement. Ce contrôle est important, car il oblige en quelque sorte chaque membre du gouvernement à se positionner sur les mesures de lutte contre la pauvreté qui concernent son département.

Ce plan a érigé en principe fondamental la participation des personnes en situation de pauvreté. Une collaboration a entre autres été nouée avec l'EAPN.

Le Conférence interministérielle Intégration a été dynamisée. Malheureusement, la dernière CIM n'a pas pu avoir lieu. Elle devait être convoquée par Geert Bourgeois, ministre de la Région flamande, mais ne l'a pas été.

Le réseau de fonctionnaires de référence, pour les éléments relatifs à la lutte contre la pauvreté qui touchent à leur secteur d'activités, a été instauré. Ces fonctionnaires sont par exemple très utiles lorsqu'il s'agit de dresser l'état d'avancement trimestriel du plan.

Spreekster verwijst naar de tekst van de resolutie voor meer concrete toelichting dienaangaande.

Verder worden enkele beleidsaanbevelingen voorgesteld voor de specifieke doelgroepen. Zij pleit er dan ook voor om andere voorstellen van resolutie die in de commissie worden besproken, apart te bespreken omdat zij vaak precies een of andere doelgroep voor ogen hebben, zoals bijvoorbeeld de kinderarmoede.

Ten slotte pleit mevrouw Franssen ervoor om de beeldvorming dat we van armoede en van armen hebben bij te sturen, zeker voor de personen die met deze mensen concreet te maken krijgen, zoals zorgverstrekkers en dergelijke.

III. ALGEMENE BESPREKING

A. Uiteenzetting van de heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

Een aantal voorstellen uit deze resolutie zijn uitgevoerd.

Tijdens deze zittingsperiode werd een Federaal Plan Armoedebestrijding, dat 59 maatregelen bevat, opge maakt. Belangrijk hierbij is dat dit Plan, naast het effect van de eigenlijke maatregelen, op politiek vlak een nieuwe dynamiek op gang heeft gebracht inzake armoedebestrijding.

Om de drie maanden wordt in de Ministerraad nagegaan hoe ver men staat met de uitvoering van het Plan. Deze toetsing is belangrijk omdat zij elk regeringslid enigszins verplicht een standpunt in te nemen over armoedebestrijding in de aangelegenheden waarvoor het bevoegd is.

Een fundamenteel beginsel van het Plan is de participatie van personen die in armoede leven. Zo wordt onder andere samengewerkt met het EAPN.

Ook de Interministeriële Conferentie Integratie werd nieuw leven ingeblazen. Helaas heeft de laatste Conferentie niet kunnen plaatsvinden. Zij moest worden samengeroepen door de heer Geert Bourgeois, minister in de Vlaamse regering, maar dat is niet gebeurd.

Er werd een netwerk van ambtenaren die als contactpersoon optreden voor de aspecten van de armoedebestrijding die met hun sector te maken hebben, opgericht. Deze ambtenaren zijn heel nuttig om, bijvoorbeeld, het driemaandelijks voortgangsrapport over het Plan op te maken.

B. Discussion

Mme Zrihen estime que la commission doit centrer ses travaux sur un aspect déterminé. En effet, le Sénat ne dispose pas d'un éventail de possibilités aussi étendu que le gouvernement pour régler certaines affaires. De plus, nous sommes en période d'affaires courantes, ce qui complique les travaux de la commission. Ainsi, le thème de la pauvreté chez les femmes ou le lien entre la pauvreté et la santé, par exemple, n'ont pas été abordés.

Enfin, l'intervenante insiste pour qu'une politique globale soit mise en œuvre en concertation avec l'ensemble des entités fédérées et que l'évaluation des mesures prises soit elle aussi effectuée conjointement avec celles-ci. Il faut espérer que les objectifs très concrets que l'Union européenne a fixés dans ce domaine stratégique seront également réalisés.

Mme Franssen se réjouit qu'un plan fédéral de lutte contre la pauvreté ait été élaboré, mais constate que de nombreuses mesures n'ont pas encore été mises en œuvre. Heureusement, entre-temps, le réseau de fonctionnaires a été mis en place — il ne l'était pas encore lorsque la proposition de résolution a été déposée — mais il y a d'autres éléments du plan qui doivent encore être concrétisés. La résolution insiste sur la nécessité de mettre toutes les mesures en œuvre et de conférer aussi un caractère structurel au plan fédéral en assortissant celui-ci d'objectifs opérationnels et stratégiques.

Mme Tilmans n'a aucune objection à formuler au sujet du contenu de la résolution. Il serait également judicieux en l'espèce de faire le point de la situation actuelle en tenant compte du plan fédéral de lutte contre la pauvreté. Un autre élément important est de veiller à ce que les différents niveaux de pouvoir se concertent de manière efficace. Une telle concertation a-t-elle lieu et, si oui, avec quelle fréquence? Mme Tilmans a une remarque à formuler au sujet des mesures proposées en matière de soins de santé, en particulier en ce qui concerne les suppléments d'honoraires. Étant donné que cet aspect ne concerne pas spécifiquement la pauvreté, l'intervenante se demande si la discussion y afférente a bien sa place dans le cadre de la résolution proposée.

M. Swennen indique qu'il peut se rallier lui aussi à l'objectif de la résolution. Le contenu correspond en tous points à l'approche que son groupe préconise en matière de lutte contre la pauvreté. La seule question qui se pose est de savoir s'il est judicieux, d'un point de vue stratégique, de conférer une portée aussi large à la résolution et d'y aborder tous les aspects de la problématique concernée. On pourrait aussi choisir une autre approche et privilégier la mise en œuvre de quelques petites mesures susceptibles de faire avancer

B. Bespreking

Mevrouw Zrihen meent dat de commissie haar werkzaamheden moet toespitsen op een bepaald aspect vermits de Senaat nu eenmaal niet de mogelijkheden heeft om bepaalde zaken aan te pakken die de regering wél heeft. Men bevindt zich bovendien in een periode van lopende zaken, wat de werkzaamheden van de commissie bemoeilijkt. Zo werd bijvoorbeeld niet gesproken over de armoede bij vrouwen of het verband tussen armoede en gezondheid.

Zij dringt er ten slotte op aan dat een globaal beleid wordt gevoerd in samenspraak met alle deelstaten en dat ook de evaluatie van de maatregelen samen gebeurt met deze gefedereerde entiteiten. Hopelijk worden de zeer concrete doelstellingen van de Europese Unie ook in dit beleidsdomein gerealiseerd.

Mevrouw Franssen is verheugd dat er een federaal plan voor armoedebestrijding werd opgesteld, maar stelt vast dat heel wat maatregelen nog niet zijn uitgevoerd. Gelukkig werd het netwerk van ambtenaren intussen wel opgericht — dit was nog niet het geval bij de opstelling van de resolutie — maar er zijn andere elementen in het plan die nog concretisering behoeven. De resolutie wenst dat de ontbrekende maatregelen ook worden uitgevoerd en dat het federaal plan ook een structureel karakter krijgt, met operationele en strategische doelstellingen.

Mevrouw Tilmans heeft geen enkel probleem met de grond van de resolutie. Ook hier zou het goed zijn de huidige situatie uit te lijnen, rekening houdend met het federaal plan tegen armoede. Ook belangrijk is een goed overleg tussen de verschillende bestuursniveaus. Vindt dit overleg plaats en, zo ja, met welke regelmaat? Zij heeft wel een bemerking inzake de voorstellen met betrekking tot gezondheidszorg, en meer bepaald de ereloon-supplementen. Dit is geen onderwerp dat specifiek betrekking heeft op armoede en daarom vraagt mevrouw Tilmans of de bespreking ervan wel thuishoort in het kader van de voorgestelde resolutie.

De heer Swennen heeft evenmin problemen met de doelstelling van de resolutie. De inhoud komt volledig overeen met de visie van zijn fractie wat betreft de aanpak van de armoedebestrijding. Er stelt zich enkel de vraag of het een goede strategische aanpak is om deze resolutie vrij breed te formuleren en de hele problematiek van een bepaald domein te willen aankaarten. Er kan ook voor gekozen worden zich te concentreren op een aantal korte eisen die zoden aan de dijk zouden kunnen brengen, bijvoorbeeld een

les choses. Ainsi, on pourrait, par exemple, fixer cinq exigences et demander leur concrétisation à court terme.

Sur le plan du contenu, quelques légères modifications pourraient être apportées. Ainsi, les développements renvoient à la proposition de résolution visant à étendre le régime du tiers payant social, déposée à l'époque par Mme Lanjri (doc. Sénat, n° 4-1185/4). Or, la tendance à l'heure actuelle est de plaider en faveur de la généralisation du régime du tiers payant. La proposition de résolution ne dit mot de la proposition de loi des sénateurs Temmerman et Vandenbroucke (voir doc. Sénat, n° 5-203/1) qui prévoit une telle généralisation, alors que celle-ci pourrait être l'une des mesures les plus efficaces pour garantir le droit à la santé.

M. Torfs précise que la proposition de loi généralisant le régime du tiers payant est toujours en cours d'examen au sein de la commission. Toutefois, à la demande des auteurs, cette proposition ne figurera pas à l'ordre du jour de la commission au cours des prochaines semaines. Il n'est donc pas facile de faire déjà référence à cette proposition dans un texte.

M. Swennen sait que ce dossier bénéficie aussi du soutien de Mme Temmerman. Il voudrait que l'on poursuive l'examen de la piste qu'elle préconise dans sa proposition de loi.

Mme Lijnen déclare que la proposition de résolution aborde effectivement la question de l'emploi mais de manière beaucoup trop superficielle selon elle. Elle se rallie à la remarque formulée par M. Swennen sur la question de la stratégie et pense qu'il serait préférable que Mme Franssen fasse une liste des objectifs susceptibles d'être réalisés. Dans sa forme actuelle, le texte énumère une série d'objectifs à atteindre. L'intervenante pense que ce n'est pas toujours la meilleure manière de procéder pour obtenir des résultats. Elle propose de fixer quelques objectifs prioritaires et considère que le premier d'entre eux devrait être l'activation des personnes qui vivent dans la pauvreté. Le débat sur les pensions ne doit pas, selon elle, être abordé dans le cadre de la proposition de résolution à l'examen. En ce qui concerne le régime du tiers payant, elle signale qu'un régime est déjà d'application à l'heure actuelle et qu'il existe aussi d'autres mesures qui ont pour but de réduire le coût des soins de santé pour les patients, comme par exemple le maximum à facturer. On constate pourtant que cela ne fonctionne pas. Il ne serait donc pas inintéressant d'évaluer toutes les mesures actuelles avant de lancer d'autres initiatives.

M. du Bus de Warnaffe estime que la proposition de résolution devrait être actualisée en tenant compte du plan d'action national contre la pauvreté, de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et de l'ensemble des initiatives prises en la matière dans le cadre de la

vijftal eisen waarvan de realisatie op korte termijn gevraagd kan worden.

Inhoudelijk zijn enkele kleine bijstellingen mogelijk. In de toelichting wordt bijvoorbeeld verwezen naar de resolutie over de uitbreiding van het systeem van sociale derde betaler (stuk Senaat, nr. 4-1185/4), een voorstel van toenmalig senator Lanjri. In het algemeen wordt echter geijverd voor een algemene derdebetalersregeling, die voor iedereen zou gelden. Over dit wetsvoorstel van de senatoren Temmerman en Vandenbroucke (zie stuk Senaat, nr. 5-203/1) wordt niets gezegd in het voorstel van resolutie, alhoewel dit een van de meest effectieve maatregelen kan zijn in het kader van een gewaarborgd recht op gezondheid.

De heer Torfs deelt mee dat de bespreking van dit wetsvoorstel inzake de uitbreiding van de algemene derdebetalersregeling nog steeds hangende is in de commissie. Op vraag van de indieners staat het de komende weken evenwel niet op de agenda van de commissie. Dit maakt het niet gemakkelijk om daar nu reeds naar te verwijzen in een tekst.

De heer Swennen is er van op de hoogte dat dit dossier door senator Temmerman mee gedragen wordt. Hij wil verder inzetten op de piste die haar wetsvoorstel volgt.

Mevrouw Lijnen verklaart dat zij in het voorstel van resolutie wel een vermelding van tewerkstelling terugvindt, maar er wordt volgens haar veel te weinig de nadruk op gelegd. Zij sluit zich aan bij de strategische opmerking van de heer Swennen en meent dat het beter zou zijn indien senator Franssen een korte oplijsting zou maken van enkele bereikbare doelstellingen. De huidige tekst is een weergave van een reeks doelstellingen die zouden behaald moeten worden en dit is volgens mevrouw Lijnen niet steeds de meest optimale manier om resultaten te bereiken. Zij stelt voor enkele prioritaire doelstellingen te bepalen en wat haar betreft is dat in de eerste plaats de activering van mensen die in armoede leven. Het pensioendeбат hoeft wat haar betreft niet aan de orde komen in het kader van deze resolutie. Wat de derdebetalersregeling betreft, wijst zij erop dat er al een soort derdebetalersregeling bestaat, net zoals andere maatregelen zoals de maximumfactuur die ervoor zorgen dat mensen in de gezondheidszorg minder moeten betalen. Toch kan worden vastgesteld dat dit niet werkt. Het is daarom misschien geen slecht idee alle maatregelen die vandaag bestaan te evalueren vooraleer verdere stappen te ondernemen.

De heer du Bus de Warnaffe meent dat het voorstel van resolutie dient geactualiseerd te worden aan de hand van het nationaal actieplan tegen armoede, het Europees jaar van de armoedebestrijding en het werk dat rond armoede gebeurde in het kader van het

présidence belge de l'Union européenne. Il convient de tenir compte aussi de l'accord interprofessionnel et du budget prévu par le gouvernement. Il ne faut pas oublier que ce sont les partenaires sociaux et non le gouvernement qui fixent le salaire minimum.

Le point *j*) du texte proposé par Mme Franssen concerne les postes déductibles. M. du Bus de Warnaffe lui transmettra ses remarques sur ce point.

Enfin, l'intervenant fait remarquer que la proposition ne dit mot des CPAS qui jouent pourtant un rôle majeur dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Il indique qu'il préparera un amendement en vue d'introduire dans le texte une référence aux CPAS.

Mme Zrihen souligne que la proposition de résolution porte sur une matière transversale comportant de multiples volets (pensions, fiscalité, énergie, emploi, etc.) et qu'elle doit donc faire l'objet d'échanges de vues et, en tout cas, de discussions avec les différents ministres compétents au sein du gouvernement fédéral. En outre, les textes doivent effectivement être actualisés sur certains points. L'intervenante propose d'effectuer cette mise à jour conjointement avec Mme Franssen pour ce qui est des propositions n° 5-238 et n° 5-254.

Mme Franssen souhaite répondre aux remarques formulées par M. Swennen. Dans son premier exposé, elle a déclaré que le but était expressément de déposer une résolution-cadre relative à la lutte contre la pauvreté qui serait basée sur l'idée qu'elle se fait de la pauvreté. En effet, le point de départ de l'intervenante, c'est la violation des droits sociaux fondamentaux et elle veut dès lors se concentrer sur cet aspect dans différents domaines. En soi, elle n'est pas opposée au fait de supprimer certains points du texte, mais elle précise que la résolution n'a pas été rédigée à la légère. Celle-ci a bel et bien fait l'objet d'une concertation, notamment avec le vice-premier ministre M. Vanackere, pour éviter que les mesures proposées ne cadrent pas avec les mesures politiques et le plan d'action national relatif à la lutte contre la pauvreté. L'intervenante préférerait maintenir la résolution à l'examen, ce qui n'empêche pas que l'on puisse ériger certains points au rang de priorités dans le cadre de nouvelles initiatives parlementaires.

En réponse aux observations de Mme Lijnen, Mme Franssen indique que le thème de l'emploi est abordé aux points 2a, 2b et 2c. Le travail reste toujours un levier important dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, même s'il ne faut pas non plus perdre de vue la problématique des travailleurs pauvres. Le travail n'est pas la panacée, certainement pas, par exemple, pour les pensionnés pauvres ou pour les enfants qui vivent dans la pauvreté.

Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie. Er moet ook rekening gehouden worden met het interprofessioneel akkoord en het budget dat door de regering wordt voorzien. Er mag niet vergeten worden dan het de sociale partners zijn, en niet de regering, die het minimumloon vastleggen.

Punt *j*) van de voorgestelde tekst van mevrouw Franssen behandelt de fiscale aftrekposten. De heer du Bus de Warnaffe zal in dat verband zijn opmerkingen aan mevrouw Franssen bezorgen.

Ten slotte merkt hij op dat het voorstel op geen enkel ogenblik de OCMW's vermeldt, die nochtans belangrijke actoren zijn. Senator du Bus de Warnaffe zal daarom een amendement voorbereiden dat een verwijzing invoert.

Mevrouw Zrihen stelt dat het voorstel van resolutie een transversale materie is die veel luiken bevat (pensioenen, fiscaliteit, energie, werk, ...) en daarom het onderwerp moet zijn van ontmoetingen of in elk geval van besprekingen met verschillende excellenties in de federale regering. Bovendien zijn inderdaad actualisering van de teksten nodig. Zij stelt voor dat zij en mevrouw Franssen dit samen bespreken voor de voorstellen van resolutie nrs. 5-238 en 5-254.

Mevrouw Franssen wil graag een antwoord formuleren op de opmerkingen van de heer Swennen. In haar eerste toelichting heeft zij gesteld dat het uitdrukkelijk de bedoeling was een kaderresolutie in te dienen rond armoedebestrijding vanuit de visie die zij hanteert inzake armoedeproblematiek. Zij vertrekt immers van de schending van sociale grondrechten en wil er daarom vanuit verschillende domeinen op focussen. Op zich heeft ze geen probleem met het verwijderen van een aantal punten uit de tekst, maar de resolutie is niet zomaar in het ijle ontstaan. Er is wel degelijk terugggekoppeld geweest, onder andere met de heer Vanackere, vice-eersteminister, om te beletten dat de voorgestelde maatregelen niet zouden kaderen in de beleidsmaatregelen en in het nationaal actieplan armoedebestrijding. Zij zou de resolutie graag willen behouden, wat niet wegneemt dat enkele punten als prioriteiten naar voren geschoven kunnen worden door middel van nieuwe parlementaire initiatieven.

Wat de opmerkingen van mevrouw Lijnen betreft, merkt senator Franssen op dat het thema van tewerkstelling terug te vinden is onder de punten 2a, 2b en 2c. Werk is nog steeds een belangrijke hefboom in het kader van armoedebestrijding, alhoewel we ook de problematiek van de werkende armen niet uit het oog mogen verliezen. Werk is niet het alleenzalmakende gegeven, zeker niet voor bijvoorbeeld gepensioneerde armen of kinderen die in de armoede terechtkomen.

Les matières régionales ne sont pas mentionnées explicitement dans la résolution, car cet aspect doit être réglé aux niveaux flamand et wallon par le dépôt de textes au sein des parlements respectifs.

Enfin, bien que le texte actuel de sa résolution bénéficie d'un large soutien et nécessite seulement quelques actualisations, l'intervenante signale qu'elle suit minutieusement la problématique en question, notamment par des échanges de vues avec le secrétaire d'État démissionnaire à la lutte contre la pauvreté, à propos de ce qui s'est fait pendant la présidence belge.

M. De Bruyn souhaite indiquer brièvement qu'il est judicieux, à son sens, de rédiger une résolution-cadre. Il s'agit d'une matière complexe qui touche à de nombreux domaines de compétences, ce qui amène à se demander s'il faut tous les associer à l'initiative. La tentative entreprise à cet égard par Mme Franssen est très méritoire, et il est logique qu'elle émane d'une sénatrice de Communauté qui est mieux placée que d'autres élus qui travaillent uniquement à l'échelon fédéral ou régional. Il a cependant quelques réserves à formuler, et il en fera part à Mme Franssen. Il soutient la demande de clôturer cette discussion dans un délai relativement court et il s'engage à transmettre rapidement ses amendements.

Mme Thibaut a cru comprendre qu'il y avait un accord pour énumérer les priorités en vue de clarifier la résolution. Lorsqu'elle lit la proposition de résolution, Mme Thibaut souscrit à de nombreux objectifs qui y sont formulés, mais elle a en même temps l'impression de lire un programme électoral. N'est-ce pas aussi le rôle de la commission de décrire de manière beaucoup plus succincte et directe ce qu'elle souhaite mettre à l'ordre du jour et ce qu'elle considère comme une priorité ?

Mme Zrihen répond que le but est de satisfaire à la demande exprimée dans la remarque de Mme Thibaut en organisant des concertations avec les ministres et les secrétaires d'État compétents du gouvernement fédéral. Il est effectivement nécessaire de définir des objectifs clairs et crédibles. De même, il serait bon d'énumérer les priorités.

M. Vandebroucke estime que la proposition de résolution à l'examen procède d'une autre approche que la proposition n° 5-238 relative à la pauvreté infantile qui est de nature plus stratégique. Cette dernière proposition définit une série d'objectifs généraux. À condition d'être actualisée, il semble tout à fait possible qu'elle recueille un large soutien au sein de la commission. En revanche, le texte de la proposition de résolution n° 5-254 est plus détaillé et traite toute une série de matières qui relèvent à la fois de la compétence du fédéral et de celles des Communautés et des Régions.

Cette approche a certainement ses avantages, mais M. Vandebroucke veut alors absolument que l'on

De gewestmateries worden niet expliciet vermeld in de resolutie omdat dit op Vlaams en Waals niveau moet aangepakt worden door in de respectieve parlementen teksten in te dienen.

Ten slotte stelt spreekster dat, hoewel de huidige tekst van haar resolutie ruim gedragen wordt en weinig nood heeft aan actualisering, zij een en ander toch nauwgezet opvolgt, onder meer aan de hand van de gedachtewisselingen met de ontslagnemend staatssecretaris voor de strijd tegen de armoede naar aanleiding van het Belgisch voorzitterschap.

De heer De Bruyn wenst kort aan te stippen dat hij een kaderresolutie zinvol vindt. Het is niet makkelijk werken en gaat over veel bevoegdheidsdomeinen, wat de vragen ontlokt of dat er wel allemaal moet bij betrokken worden. De poging die hiertoe werd ondernomen door mevrouw Franssen is zeer verdienstelijk en het is logisch dat dit door een gemeenschapssenator is ondernomen, die beter geplaatst is dan andere verkozenen die enkel federaal of enkel gewestelijk werken. Hij heeft enkele bedenkingen en zal ze overmaken aan senator Franssen. Hij ondersteunt de vraag om dit op een relatief korte termijn af te ronden en engageert zich om zijn amendementen snel door te geven.

Mevrouw Thibaut heeft menen te begrijpen dat er een akkoord is om de prioriteiten op te lijsten, om zodoende de resolutie duidelijker te maken. Bij het lezen van het voorstel van resolutie is senator Thibaut het eens met vele doelstellingen die er in geformuleerd worden, maar tegelijk leest ze een verkiezingsprogramma. Is het ook niet de rol van de commissie om veel bondiger en directer te zijn in wat ze op de agenda wil plaatsen en waar ze een prioriteit van wil maken ?

Mevrouw Zrihen antwoordt dat het de bedoeling is aan de opmerking van mevrouw Thibaut tegemoet te komen door middel van de contacten met de bevoegde ministers en staatssecretarissen van de federale regering. Duidelijke en geloofwaardige doelstellingen zijn inderdaad nodig en een oplistings van de prioriteiten zou positief zijn.

De heer Vandebroucke is van oordeel dat het thans besproken voorstel van resolutie een andere aanpak inhoudt dan het voorstel nr. 5-238 over de kindarmoede, dat strategischer van aard is. Deze laatste tekst geeft een aantal algemene doelstellingen. Mits de nodige actualisering, lijkt hiervoor een brede steun binnen de commissie perfect haalbaar. De tekst van het voorstel van resolutie nr. 5-254 daarentegen is meer gedetailleerd en behandelt een ganse reeks van aangelegenheden, die zich zowel op het federale als op het regionale en communautaire vlak bevinden.

Deze aanpak heeft zeker zijn verdiensten, maar de heer Vandebroucke wenst in dat geval zeker ook de

aborde aussi la question de l'extension du régime du tiers-payant social. Le fait de ne pas évoquer cette matière tout en mentionnant explicitement d'autres aspects constitue en effet un choix politique sur le plan des priorités. Cependant, il ne se prononce pas sur la question de savoir si la problématique du tiers-payant social doit être abordée dans la proposition de résolution n° 5-254 à l'examen ou dans une autre proposition. À cet égard, l'intervenant renvoie à la discussion de la proposition de loi n° 5-203. Il est clair qu'aux yeux du groupe sp.a, l'extension du régime du tiers-payant social doit aussi figurer parmi les priorités du prochain gouvernement fédéral, dès lors qu'elle se révélera très efficace dans la lutte contre la pauvreté. L'intervenant reconnaît que cette mesure n'est pas gratuite et qu'elle aura un certain impact budgétaire, mais cela vaut également pour les autres mesures. Si l'on n'évoque nulle part cette question, le groupe sp.a n'approuvera pas la proposition de résolution.

Une autre question est celle de savoir si l'on se limite à quelques points stratégiques ou si l'on souhaite élaborer un accord de gouvernement détaillé. M. Vandebroucke renvoie à la discussion au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes et à la réponse du premier ministre concernant le Semestre européen. Le gouvernement semble plus enclin à présenter un rapport d'activités à l'Europe qu'à faire des choix stratégiques portant sur la réalisation des objectifs. Cette remarque vaut aussi pour les objectifs européens en matière de pauvreté. La question est de savoir si la commission du Sénat ne doit pas axer son approche sur les objectifs européens et demander au gouvernement d'oeuvrer concrètement à leur réalisation en faisant des choix stratégiques plutôt qu'en présentant un rapport d'activités. Ce choix est crucial et devra être opéré au cours des prochaines semaines, étant donné que le Conseil européen de juin devra annoncer la couleur.

En résumé, M. Vandebroucke n'est pas opposé à l'approche défendue dans la proposition de résolution n° 5-254. Dans le cadre de cette proposition, il plaide toutefois en faveur d'une interaction plus claire avec le processus en cours au niveau européen. Certains choix doivent être faits aujourd'hui et pas reportés à plus tard. M. Vandebroucke annonce qu'il déposera dans le cadre existant de la proposition de résolution et de l'amendement global qui sera déposé par Mme Franssen, des amendements qui concrétiseront la teneur de son intervention.

problematiek van de uitbreiding van de sociale derde betaler aan bod moet komen. Het niet-opnemen van deze aangelegenheid, en wel expliciet vermelden van andere zaken, houdt immers een politieke afweging in op het vlak van prioriteiten. Hij laat evenwel in het midden of de problematiek van de sociale derde betaler in dit voorstel van resolutie nr. 5-254 dan wel in ander voorstel aan bod moet komen. Spreker verwijst in dit verband naar de bespreking van het wetsvoorstel nr. 5-203. Duidelijk is wel dat, wat de sp.a-fractie betreft, de uitbreiding van de sociale derde betaler ook moet worden aangeduid als een prioriteit voor de volgende federale regering vermits zij zeer efficiënt zal blijken in de strijd tegen de armoede. Hij erkent dat dit niet gratis is en een zekere budgettaire impact zal hebben maar dit geldt ook voor de andere elementen. Wanneer men deze problematiek nergens aan bod laat komen, zal de sp.a-fractie het voorstel van resolutie niet goedkeuren.

Een andere vraag is of men zich beperkt tot enkele strategische aangelegenheden, dan wel in detail een regeerakkoord wenst op te stellen. De heer Vandebroucke verwijst naar de bespreking in het Federaal Adviescomité voor Europese Aangelegenheden en het antwoord van de eerste minister in verband met het Europees semester. De regering lijkt eerder geneigd om een verslag van de werkzaamheden in te dienen bij Europa, eerder dan strategische keuzes te maken op het vlak van het bereiken van doelstellingen. Deze vaststelling geldt ook voor de Europese armoededoelstellingen. De vraag is of de Senaatscommissie de aanpak van de Europese doelstellingen niet centraal moet stellen en de regering moet oproepen om hier concreet werk van te maken door strategische keuzes te maken eerder dan een activiteitenverslag in te dienen. Deze keuze is cruciaal en moet de komende weken worden gemaakt vermits de Europese Raad van juni kleur zal moeten bekennen.

Samengevat, is de heer Vandebroucke niet gekant tegen de aanpak die wordt voorgesteld in het voorstel van resolutie nr. 5-254 maar in dat geval pleit hij voor een duidelijker wisselwerking met het huidige proces op het Europese niveau. Sommige keuzes moeten ook nu worden gemaakt en niet achteraf worden uitgewerkt. De heer Vandebroucke kondigt de indiening aan van amendementen aan die zijn tussenkomst zullen concretiseren, weliswaar binnen het bestaand kader van het voorstel van resolutie en het globaal amendement dat zal worden ingediend door mevrouw Franssen.

IV. DISCUSSION DE L'AMENDEMENT GLOBAL N° 14 ET DES SOUS-AMENDEMENTS DÉPOSÉS À CET AMENDEMENT

A. Discussion de l'amendement global n° 14

1. Explications de l'auteur de l'amendement global n° 14

Mme Franssen a rédigé un amendement global n° 14. Il avait en effet été convenu lors de la discussion générale des propositions de résolution d'actualiser la présente proposition de résolution. La proposition date de juillet 2010. Dans l'intervalle, la politique menée a été poursuivie, d'autres données sont devenues disponibles, et Mme Franssen a également eu différents entretiens avec le secrétaire d'État démissionnaire à la Lutte contre la pauvreté, M. Courard, qui a pu lui fournir des données récentes. L'amendement n° 14 a dès lors été rédigé en tenant compte des données actualisées et des préoccupations que les remarques des différents groupes politiques ont mises en lumière.

Mme Franssen déduit de la discussion générale que la thématique de la « lutte contre la pauvreté » est importante pour nombre de groupes politiques et qu'il y a également une volonté d'arriver à une conclusion et de mettre effectivement à brève échéance la proposition de résolution amendée aux voix. Elle propose dès lors que les amendements déposés le soient dorénavant sous la forme de sous-amendements à l'amendement global n° 14, vu que certaines des observations qui ont été faites ont déjà été prises en compte dans ce dernier. Il s'avérera toutefois impossible de tenir compte de toutes les objections et l'intervenante plaide pour que soient insérés dans la résolution les éléments rencontrant une adhésion suffisamment grande.

Elle donne ensuite les explications suivantes à propos de son amendement global n° 14.

Au point 1 relatif à la politique générale en matière de lutte contre la pauvreté, le *a)* et le *b)* sont maintenus, et le *c)* proposé est une fusion des *c)* et *d)* originaux. Le texte suivant est proposé :

« *c)* d'analyser les nouvelles initiatives politiques et les dépenses fédérales sous l'angle de leur impact sur la lutte contre la pauvreté, en les incorporant comme éléments à part entière dans un outil intégré d'analyse d'impact sur le secteur social; »

L'intervenante déclare qu'un test intégré est également suggéré au niveau européen et cadre avec le plan fédéral existant en matière de lutte contre la pauvreté, qui plaide en faveur de l'intégration de la lutte contre

IV. BESPREKING VAN HET GLOBAAL AMENDEMENT NR. 14 EN DE SUBAMENDEMENTEN INGEDIEND OP DIT AMENDEMENT

A. Bespreking van het globaal amendement nr. 14

1. Toelichting bij het globaal amendement nr. 14 door de indiener

Mevrouw Franssen heeft een globaal amendement nr. 14 geredigeerd. Tijdens de algemene bespreking van de voorstellen van resolutie was er immers afgesproken om het voorliggend voorstel van resolutie te actualiseren. Het voorstel dateert bijvoorbeeld van juli 2010 en ondertussen werd het beleid verder gevoerd en zijn andere gegevens beschikbaar. Zij heeft ondertussen ook verschillende gesprekken gevoerd met de ontslagnemend staatssecretaris voor Armoedebestrijding, de heer Courard, die haar recente gegevens heeft kunnen bezorgen. Amendement nr. 14 werd dan ook opgesteld, rekening houdend met de actuele gegevens en de bekommernissen die gebleken zijn uit de opmerkingen van de verschillende politieke fracties.

Mevrouw Franssen leidt uit de algemene bespreking af dat het thema « armoedebestrijding » voor vele fracties belangrijk is en dat ook de wil bestaat om tot een besluit te komen en daadwerkelijk het geamendeerde voorstel van resolutie op korte termijn ter stemming voor te leggen. Zij stelt dan ook voor dat voortaan subamendementen zouden worden ingediend op het globaal amendement nr. 14, vermits in dit amendement reeds rekening werd gehouden met enkele opmerkingen die werden gemaakt. Het zal evenwel onmogelijk blijken om met alle bedenkingen rekening te houden en spreekster pleit ervoor om in de resolutie die elementen op te nemen waarover een voldoende groot draagvlak bestaat.

Vervolgens geeft zij een toelichting bij het globaal amendement nr. 14.

In punt 1, dat betrekking heeft op het armoedebeleid in het algemeen, werden *a)* en *b)* behouden, en is het voorgestelde punt *c)* een samenvoeging van de oorspronkelijke *c)* en *d)* samen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

« *c)* nieuwe beleidsinitiatieven en de federale uitgaven te analyseren vanuit het oogpunt van hun impact op de bestrijding van armoede, door dit als volwaardige elementen op te nemen in een geïntegreerd instrument voor sociale impactanalyse; »

Spreekster verklaart dat een geïntegreerde test ook vanuit het Europese beleidsniveau wordt ingegeven en sluit aan bij het bestaande federaal plan inzake armoedebestrijding, waarin ervoor wordt gepleit om

la pauvreté en tant qu'élément à part entière dans l'EIDDD (étude de l'impact des décisions sur le développement durable).

Le point 1.d) a été actualisé en ce sens qu'il fait référence au nouveau groupe de travail permanent de lutte contre la pauvreté, qui n'existait pas encore le 20 juillet 2010, date où la proposition de résolution a été rédigée. Le point 1.e) est maintenu mais le texte du point 1.f) a été actualisé et abrégé. Le texte suivant est proposé :

«f) d'ancrer structurellement le réseau fédéral des fonctionnaires chargés des questions liées à la lutte contre la pauvreté;»

Entre-temps, ce réseau est opérationnel et des réunions ont été organisées régulièrement. Le texte initialement proposé a été actualisé afin d'assurer l'ancrage structurel. Il convient d'indiquer, à cet égard, qu'il faut distinguer ce réseau du groupe des experts du vécu formés en pauvreté, qui sont mentionnés au point 1.g) et au 1.h). Ces derniers sont en effet des personnes qui vivent ou ont vécu dans la pauvreté, tandis que le réseau est composé de fonctionnaires, chargés de la coordination de la politique de lutte contre la pauvreté à travers les différents départements.

Le point 1.h) a toutefois été actualisé parce que l'on a depuis lors quitté la phase de l'expérimentation et que les experts du vécu sont opérationnels. La proposition de résolution plaide pour une approche structurelle dans les services publics fédéraux.

Le point 1.i) proposé tient compte de l'amendement n° 1 déposé par M. du Bus de Warnaffe dans lequel il est en effet affirmé à juste titre que les CPAS jouent un rôle fondamental dans la lutte contre la pauvreté. Le texte suivant est dès lors proposé dans l'amendement n° 14 :

«i) de continuer à soutenir au maximum les centres publics d'action sociale dans l'exécution de leurs missions dans le cadre de la lutte contre la pauvreté;»

Dans les points 1.j) et 1.k) également, il est tenu compte de suggestions qui ont été faites dans des amendements déposés précédemment. Le texte suivant est proposé :

«j) d'élaborer en collaboration avec les autres niveaux de pouvoir compétents un relevé de «bonnes pratiques» sur la base d'une évaluation comparative des initiatives prises au niveau fédéral, au niveau européen et au niveau des communautés et des régions;

k) après l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010) et la présidence belge de l'Union européenne de juillet à décembre 2010, de continuer à mettre en avant la problématique

de l'armoedebestrijding als een volwaardig element op te nemen in de «DOEB-test» (duurzame ontwikkelingseffecten beoordeling).

Punt 1.d) werd in die zin geactualiseerd dat ook de nieuwe, permanente werkgroep «armoedebestrijding» die sedert 20 juli 2010, datum van indiening van de resolutie, werd opgericht, wordt vermeld. Punt 1.e) blijft behouden maar anderzijds werd de tekst van punt 1.f) geactualiseerd en ingekort. De volgende tekst wordt voorgesteld :

«f) de werking van het federaal netwerk van armoedeambtenaren structureel te verankeren;»

Dit netwerk is intussen operationeel en kwam ook al regelmatig samen. De initieel voorgestelde tekst werd geactualiseerd om de structurele verankering veilig te stellen. Daarbij moet worden vermeld dat dit netwerk iets anders is dan de opgeleide ervaringsdeskundigen, die aan bod komen in punt 1.g) en punt 1.h). Deze laatsten zijn immers mensen die in armoede leven of geleefd hebben, daar waar het netwerk bestaat uit ambtenaren, belast met de coördinatie van het armoedebeleid over de verschillende departementen heen.

Punt 1.h) werd evenwel geactualiseerd omdat intussen de fase van het experiment werd verlaten en de opgeleide ervaringsdeskundigen operationeel zijn. In het voorstel van resolutie wordt gepleit voor een structurele aanpak in de federale overheidsdiensten.

Het voorgestelde punt 1.i) houdt rekening met het amendement nr. 1, ingediend door de heer du Bus de Warnaffe. Terecht wordt immers gesteld dat de OCMW's een centrale rol hebben in de strijd tegen de armoede, en daarom stelt amendement nr. 14 de volgende tekst voor :

«i) de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn maximaal te blijven ondersteunen bij het uitvoeren van hun opdrachten in het kader van armoedebestrijding;»

Ook punten 1.j) en 1.k) houden rekening met suggesties die in eerder ingediende amendementen werden opgenomen. De volgende tekst wordt voorgesteld :

«j) samen met de andere bevoegde beleidsniveaus een overzicht van «goede praktijken» uit te werken op basis van een vergelijkende evaluatie van de initiatieven die genomen worden op het federale niveau, het Europese niveau en het niveau van de gemeenschappen en gewesten;

k) ook na afloop van het Europees Jaar van de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting (2010) en het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie van juli tot december 2010 de armoedeproblematiek

de la pauvreté en tant que thème prioritaire à inscrire à l'agenda politique européen; »

Le point 2 concerne les revenus et le travail.

Le point 2.a) a été reformulé parce qu'il n'a pas été pleinement tenu compte de la politique existante en matière de groupes cibles ni des initiatives prises dans le secteur de l'économie sociale. Il est proposé de « continuer à accorder une attention particulière » à ces groupes.

Le point 2.b) a été maintenu. En revanche, le point 2.c), qui concernait l'augmentation des salaires minimums, a été supprimé à la suite d'une suggestion formulée dans l'amendement n° 5 de M. du Bus de Warnaffe. Il s'agit effectivement en l'espèce d'une matière qui relève davantage de la concertation sociale entre les syndicats et les organisations d'employeurs que de la politique du gouvernement fédéral.

Les points 2.d) et 2.e) sont maintenus. Mme Franssen indique que l'autorité fédérale aussi a toujours largement son mot à dire en matière de mobilité, d'une part, à travers la SNCB et, d'autre part, par le biais de la Conférence interministérielle sur la mobilité. Cette conférence doit se pencher notamment sur la question de savoir si les facilités accordées en matière de mobilité doivent être maintenues pendant encore un certain temps après que la personne concernée a repris une activité professionnelle. En effet, lorsqu'une personne souhaite exercer une activité afin de sortir de la pauvreté, elle perd souvent plusieurs avantages sociaux et se retrouve donc dans une situation qui est plus mauvaise qu'avant. C'est pourquoi il a été proposé que plusieurs des avantages accordés, notamment dans le domaine de la mobilité, soient prolongés au-delà de la date de reprise d'une activité. Il faudra évidemment examiner l'impact d'une telle mesure de manière plus approfondie.

Les points 2.f) et 2.g) sont maintenus. En ce qui concerne le revenu minimum, Mme Franssen fait référence à l'agenda de la justice sociale du gouvernement fédéral et aux efforts qui ont été accomplis en la matière dans le cadre de la présidence européenne, mais qui se sont heurtés à des restrictions budgétaires. Il n'en reste pas moins que les responsables politiques doivent continuer à être attentifs à ce problème.

Le point 2.h) a été adapté de manière à préciser qu'il faut éliminer les discriminations qui pourraient survenir entre les travailleurs au sein du deuxième pilier des pensions. C'est une suggestion qui a déjà été formulée dans l'amendement n° 3 de M. du Bus de Warnaffe.

Le point 2.i) relatif à l'octroi automatique de droits sociaux a été modifié sur la base de l'amendement n° 9 de Mme Tilmans et de M. Brotchi, dont le texte a été repris.

als beleidsprioriteit voor de Europese politieke agenda naar voren te blijven schuiven; »

Punt 2 heeft betrekking op inkomen en werk.

Punt 2.a) werd geherformuleerd omdat enigszins voorbij werd gegaan aan het bestaande doelgroepenbeleid en de initiatieven op vlak van sociale economie. Er wordt voorgesteld om aandacht « te blijven hebben » voor deze groepen.

Punt 2.b) bleef behouden. Punt 2.c) daarentegen, dat betrekking had op de verhoging van de minimumlonen, werd geschrapt als gevolg van een suggestie die tot uiting kwam in amendement nr. 5 van de heer du Bus de Warnaffe. Het betreft hier inderdaad eerder een aangelegenheid die voorwerp uitmaakt van het sociaal overleg tussen vakbonden en werkgeversorganisaties, en niet zozeer het beleid van de federale regering.

Punten 2.d) en 2.e) blijven behouden. Mevrouw Franssen wijst erop dat ook het federale niveau nog steeds heel wat zeggenschap heeft over het mobiliteit, enerzijds via de NMBS, en anderzijds via de Interministeriële Conferentie inzake mobiliteit. Deze laatste conferentie dient zich bijvoorbeeld te buigen over de vraag of, in het geval van werkhervatting, de hulp op het vlak van mobiliteit nog een tijdlang moet worden doorgezet eens de betrokken persoon aan het werk is. Vaak blijkt immers dat, wanneer een persoon wenst actief te worden op de armoede om op deze wijze uit de armoede te geraken, deze meteen een aantal sociale voordelen verliest en dus netto slechter af is dan voorheen. Vandaar de suggestie om enkele van deze voordelen, waaronder hulp op vlak van mobiliteit, toch een tijdlang te laten doorlopen. Dit verdient vanzelfsprekend verder onderzoek.

Punt 2.f) en punt 2.g) blijven behouden. Wat het minimuminkomen betreft, verwijst mevrouw Franssen naar de zogenaamde « sociale rechtvaardigheidsagenda » van de federale regering en naar de inspanningen die terzake werden geleverd tijdens het Europees voorzitterschap, die evenwel stoten op de budgettaire beperkingen. Het thema dient evenwel in de aandacht van de beleidsmakers te blijven.

Punt 2.h) werd in die zin aangepast dat binnen de tweede pensioenpijler mogelijke discriminaties tussen de werknemersgroep moeten worden aangepakt. Deze suggestie kwam reeds tot uiting in amendement nr. 3 van de heer du Bus de Warnaffe.

Punt 2.i) inzake de automatische toekenning van sociale rechten werd gewijzigd als gevolg van amendement nr. 9 van mevrouw Tilmans en de heer Brotchi, waarvan de tekst werd overgenomen.

Dans le point 2.j), une nuance a été introduite par les biais de l'amendement n° 10 relatif à la nécessité d'élaborer une fiscalité simple.

Le point 3 de la proposition de résolution porte sur les soins de santé.

Le point 3.a) a été maintenu tandis qu'une nuance a été apportée dans le point 3.b). On a constaté en effet qu'il n'est pas toujours possible d'octroyer de manière totalement automatique tous les tarifs préférentiels. C'est pourquoi on demande que cela soit le cas le plus souvent possible. Les autres points sont restés inchangés par rapport au texte déposé initialement.

La politique en matière de logement et d'énergie est abordée au point 4 de la proposition de résolution.

Tous les points restent identiques à ceux du texte original. Mme Franssen se rallie à la remarque selon laquelle la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie est louable et doit être encouragée, mais il s'agit d'une matière qui relève de la compétence des Régions. L'intervenante propose que le texte à l'examen se limite aux matières relevant de la compétence de l'autorité fédérale.

Enfin, le point 5 du texte proposé porte sur des recommandations spécifiques et sur la politique axée sur des groupes cibles.

Ici aussi, Mme Franssen propose de maintenir le texte initial mais tient néanmoins à apporter les précisions suivantes :

— le point 5.d) traite la question des études scientifiques de manière moins détaillée en raison du fait que plusieurs études ont déjà été effectuées entre-temps, notamment dans le domaine de la pauvreté infantile;

— le point 5.e) a été actualisé parce qu'entre-temps, la lutte contre le sans-abrisme est devenue, sous la présidence belge de l'Union européenne, une priorité importante pour le secrétaire d'État compétent pour la lutte contre la pauvreté. De nombreuses initiatives, dont une conférence de consensus, ont abouti à la formulation de recommandations concrètes auxquelles il est fait référence dans le texte proposé;

— le point 5.f) a également été actualisé, conformément à la suggestion pertinente formulée dans l'amendement n° 4 de M. du Bus de Warnaffe, dont le texte a été repris.

2. Discussion

S'agissant du point 2.e), M. Vandenbroucke fait remarquer que la mesure proposée est déjà un fait en ce qui concerne l'octroi du statut OMNIO, du moins en Communauté flamande. En outre, au niveau fédéral, il

In punt 2.j) werd een nuance aangebracht ingevolge amendement nr. 10 dat de eenvoud van de fiscale wetgeving betreft.

Punt 3 van het voorstel van resolutie handelt over de gezondheidszorg.

Waar punt 3.a) behouden bleef, werd in punt 3.b) een nuance aangebracht omdat is gebleken dat het niet steeds mogelijk is om volledig automatisch alle voorkeurstarieven toe te kennen. Vandaar dat wordt gevraagd dat dit «maximaal» zou gebeuren. De andere punten bleven ongewijzigd ten aanzien van de initieel ingediende tekst.

Huisvestings- en energiebeleid komen tot uiting in punt 4 van het voorstel van resolutie.

Alle punten blijven identiek aan de oorspronkelijke tekst. Mevrouw Franssen is het eens met de opmerking, dat een streven naar rationeel energieverbruik lovenswaardig is en dient aangemoedigd te worden, maar dit betreft eerder een gewestmaterie. Spreekster stelt voor dat de voorliggende tekst zich zou beperken tot de bevoegdheden van de federale overheid.

Specifieke aanbevelingen en doelgroepenbeleid komen ten slotte tot uiting in punt 5 van de voorgestelde tekst.

Ook hier stelt mevrouw Franssen voor om de oorspronkelijke tekst te behouden, weliswaar met volgende opmerkingen :

— in punt 5.d) wordt op een minder gedetailleerde wijze ingegaan op de verschillende wetenschappelijke onderzoeken, omdat intussen reeds diverse studies werden verricht, onder meer op het vlak van de kinderarmoede;

— punt 5.e) werd geactualiseerd omdat intussen, tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie, de strijd tegen de dak- en thuisloosheid een belangrijke prioriteit was van de staatssecretaris, bevoegd voor de strijd tegen de armoede. Tal van initiatieven, waaronder een consensusconferentie, hebben geleid tot concrete aanbevelingen en in de voorgestelde tekst wordt hiernaar verwezen;

— punt 5.f) werd eveneens geactualiseerd, zoals terecht gesuggereerd in amendement nr. 4 van de heer du Bus de Warnaffe, waarvan de tekst werd overgenomen.

2. Bespreking

Met betrekking tot punt 2.e) betreft, merkt de heer Vandenbroucke op dat, wat de toekenning van het OMNIO-statuuat betreft, de voorgestelde maatregel reeds een feit is, althans op het niveau van de Vlaamse

existe plusieurs primes et mesures — par exemple, la prime de mobilité — qui ont très peu de succès. Il suggère de présenter un texte plus concret.

Mme Thibaut félicite Mme Franssen pour les efforts accomplis dans le but de parvenir à une résolution-cadre équilibrée et propose que les sénateurs déposent des sous-amendements à l'amendement n° 14, qui est une version actualisée du texte initialement proposé et qui tient déjà compte des différentes préoccupations exprimées.

B. Discussion des sous-amendements déposés à l'amendement principal n° 14

1. Généralités

Amendement n° 48

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 48 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à remplacer chaque fois, dans le texte proposé, les mots « les pauvres » par les mots « les personnes en situation précaire », afin d'éviter de stigmatiser davantage les personnes concernées.

L'amendement n° 48 est rejeté par 10 voix contre 4.

2. Considérants

Amendement n° 42

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Saïdi et consorts déposent l'amendement n° 42 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à insérer, dans les considérants, un point I/1 faisant référence au Plan national de lutte contre la fracture numérique.

L'amendement n° 42 est adopté par 13 voix et 1 abstention.

Amendement n° 72

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Temmerman et consorts déposent l'amendement n° 72 (doc. Sénat, n° 5-254/3) visant à ajouter, dans les considérants, un point O rédigé comme suit :

Gemeenschap. Anderzijds blijken op het federale niveau enkele premies en maatregelen te bestaan — men denke bijvoorbeeld aan de mobiliteitspremie — die bijzonder weinig succes kennen. Hij suggereert om een meer concrete tekst voor te stellen.

Mevrouw Thibaut feliciteert mevrouw Franssen met de geleverde inspanningen om tot een evenwichtige kaderresolutie te komen en suggereert dat de senatoren subamendementen zouden indienen op het amendement nr. 14, dat een geactualiseerde versie is van het aanvankelijke tekstvoorstel en waarin reeds rekening werd gehouden met verschillende bekommernissen.

B. Bespreking van de subamendementen, ingediend op het hoofamendement nr. 14

1. Algemeen

Amendement nr. 48

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 48 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst van de resolutie de woorden « de armen » telkens te vervagen door de woorden « de personen in een precare situatie », dit om te vermijden deze personen nog meer te stigmatiseren.

Amendement nr. 48 wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

2. Consideransen

Amendement nr. 42

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Saïdi c.s. dienen een amendement nr. 42 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in de considerans een punt I/1 in te voegen dat verwijst naar het Nationaal Actieplan ter bestrijding van de digitale kloof.

Amendement nr. 42 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 72

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Temmerman c.s. dienen amendement nr. 72 in (stuk Senaat, nr. 5-254/3), dat beoogt om in de considerans een punt O toe te voegen, luidende :

«O. considérant la proposition de résolution relative au tiers payant votée en janvier 2010 et le débat sur la proposition de loi actuellement en cours au Sénat.».

Mme Temmerman déclare que la proposition de loi généralisant le régime du tiers payant (doc. Sénat, n° 5-203) est actuellement en discussion au Sénat et que celui-ci a déjà adopté récemment une proposition de résolution sur la question (doc. Sénat, n° 4-1185/4). Il convient de le mentionner dans le texte de la proposition de résolution à l'examen.

L'intervenante renvoie également à la discussion de l'amendement n° 43.

L'amendement n° 72 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

3. Dispositif

Point 1 proposé

Amendement n° 31

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 31 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à compléter le point 1.b) par une phrase demandant que soient formulés des objectifs prioritaires concernant la participation au marché du travail des personnes en situation de pauvreté et les possibilités de formation des personnes et des jeunes en situation de pauvreté.

L'amendement n° 31 est retiré.

Amendement n° 49

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 49 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à remplacer le deuxième tiret du point 1.h) par une formulation plus claire.

L'amendement n° 49 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 50

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 50 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à remplacer le texte du point 1.i). Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

«O. gelet op de resolutie betreffende uitbreiding van het systeem van de sociale derde betaler, die in januari 2010 in de Senaat werd aangenomen, en het wetsvoorstel daarover dat momenteel in behandeling is in de Senaat.».

Mevrouw Temmerman verklaart dat het wetsvoorstel betreffende de uitbreiding van het systeem van de sociale derde betaler (stuk Senaat, nr. 5-203) momenteel besproken wordt in de Senaat, die onlangs reeds een resolutie over deze kwestie heeft aangenomen (stuk Senaat, nr. 4-1185/4). Dit dient te worden vermeld in de tekst van de voorliggende resolutie.

Zij verwijst eveneens naar de bespreking van amendement nr. 43.

Amendement nr. 72 wordt aangenomen met eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

3. Dispositief

Voorgesteld punt 1

Amendement nr. 31

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 31 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 1.b) aan te vullen met een zin die vraagt prioritair doelstellingen te formuleren met betrekking tot de arbeidsparticipatie van mensen in armoede en met betrekking tot de vormingskansen van mensen en jongeren in armoede.

Amendement nr. 31 wordt ingetrokken.

Amendement nr. 49

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 49 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 1.h) het tweede streepje te vervangen. De nieuwe formulering is duidelijker.

Amendement nr. 49 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 50

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 50 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de tekst te vervangen van punt 1.i). Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

L'amendement n° 50 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 32

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 32 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à ajouter, dans le point 1, un rédigeé comme suit :

«d'élaborer un instrument de mesure permettant d'évaluer, sur la base de paramètres objectifs, l'efficacité des mesures prises en matière de lutte contre la pauvreté et d'identifier les facteurs critiques qui permettent d'expliquer pourquoi une mesure est efficace ou non dans un groupe déterminé».

Le baromètre interfédéral de la pauvreté permet de mesurer le risque de pauvreté réparti dans les différents domaines de la vie. Mme Lijnen estime toutefois que nous savons beaucoup moins quelles mesures de lutte contre la pauvreté sont efficaces et lesquelles ne le sont pas, et encore moins pourquoi certaines mesures ne donnent pas le résultat escompté. Selon elle, il est important d'analyser l'efficacité des mesures et d'identifier les facteurs critiques qui expliquent pourquoi une mesure est efficace ou non dans un groupe cible en particulier.

L'amendement n° 32 est retiré.

Amendement n° 68

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 68 (doc. Sénat, n° 5-254/3) qui vise à ajouter, dans le point 1 du dispositif, un l) rédigeé comme suit :

«d'évaluer les mesures relatives à la lutte contre la pauvreté sur la base de paramètres objectifs, afin de répertorier les facteurs critiques pour l'efficacité des mesures concernées, en s'appuyant pour ce faire notamment sur le rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale;»

L'amendement n° 68 est adopté par 13 voix et 1 abstention.

Point 2 proposé

Amendement n° 21

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 21 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à

Amendement nr. 50 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 32

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 32 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 1.k) toe te voegen met de volgende tekst :

«een meetinstrument te ontwikkelen om op basis van objectieve parameters de effectiviteit van maatregelen inzake armoedebestrijding te evalueren en de kritische factoren in kaart te brengen die bepalend zijn waarom een maatregel bij een bepaalde groep al dan niet effectief is».

De interfederale armoedebaarometer meet het armoederisico, onderverdeeld in de verschillende levensdomeinen. Mevrouw Lijnen meent echter dat veel minder geweten is welke maatregelen ter bestrijding van armoede werken en niet werken, laat staan dat geweten zou zijn waarom een aantal maatregelen niet het verhoopte resultaat geven. Het lijkt haar belangrijk dat de effectiviteit van maatregelen in kaart wordt gebracht evenals de kritische factoren die maken waarom een maatregel effectief of niet effectief is al dan niet bij een bepaalde doelgroep.

Amendement nr. 32 wordt ingetrokken.

Amendement nr. 68

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 68 in (stuk Senaat, nr. 5-254/3) dat beoogt in punt 1 van het dispositief een l) toe te voegen, luidend als volgt :

«De maatregelen inzake armoedebestrijding te evalueren op basis van objectieve parameters, om de kritische factoren inzake effectiviteit van deze maatregelen in kaart te brengen en hiervoor onder meer gebruik te maken van het tweejaarlijks rapport van het Steunpunt ter bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting;»

Amendement nr. 68 wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

Voorgesteld punt 2

Amendement nr. 21

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 21 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat

remplacer le point 2.a) par un texte visant à ce que les groupes les plus faibles bénéficient d'un surcroît d'attention dans le cadre de la politique de l'emploi en général et de la politique d'activation en particulier. Les auteurs estiment qu'il faut avant tout promouvoir l'insertion ou la réinsertion sur le marché de l'emploi. Il convient ensuite d'empêcher l'installation d'une culture de la dépendance, de promouvoir la participation sociale par l'insertion sur le marché de l'emploi et d'éviter l'exclusion sociale.

L'amendement n° 21 est rejeté par 9 voix contre 3 et 1 abstention.

Amendement n° 51

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 51 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui tend à supprimer, dans le point 2.a), les mots «et de la politique d'activation des chômeurs en particulier». Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

L'amendement n° 51 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 52

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 52 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer, dans le point 2.b), les mots «par le circuit de l'économie sociale, pour les personnes non insérables dans le circuit économique normal» par les mots «notamment par le biais de l'économie sociale». Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

L'amendement n° 52 est adopté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 15

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 15 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 2.c) par le texte suivant: «réduire les charges sur le travail afin que les travailleurs perçoivent une rémunération nette plus élevée. Cela permettra de lutter contre les pièges à l'emploi et de réduire le nombre de travailleurs qui ont sombré dans la pauvreté».

En effet, une augmentation des salaires minimums crée une pression à la hausse sur les autres salaires, ce

ertoe strekt punt 2.a) te vervangen door een tekst die vraagt bij het tewerkstellingsbeleid in het algemeen, en het activeringsbeleid in het bijzonder, meer aandacht te tonen voor de zwakste groepen. Indienster meent dat bovenal moet gestreefd worden naar een re-integratie op de arbeidsmarkt, het willen verminderen van de afhankelijkheidscultuur en het bevorderen van de sociale participatie door inschakeling op de arbeidsmarkt en het vermijden van sociale uitsluiting.

Amendement nr. 21 wordt verworpen met 9 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 51

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 51 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 2. a) de woorden «en het activeringsbeleid van werklozen in het bijzonder» te doen vervallen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 51 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 52

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 52 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 2.b), de woorden «via de sociale economie voor personen die niet bemiddelbaar zijn naar het normale economische circuit» te vervangen door de woorden «onder andere via de sociale economie». Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 52 wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 15

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 15 (stuk Senaat, nr. 5-254/2) in, dat ertoe strekt punt 2.c) te vervangen door de vraag lasten op arbeid te verlagen zodat werknemers netto meer overhouden. Op die manier worden werkloosheidsvallen bestreden en kan het aantal werkende mensen in armoede teruggedrongen worden.

Een verhoging van de minimumlonen creëert immers een opwaartse druk op de andere lonen,

qui a pour effet de maintenir les écarts salariaux actuels et de mettre en danger la compétitivité de l'économie. En outre, elle ne profite qu'aux plus petits salaires. Or, la pression fiscale est trop élevée sur tous les salaires. Il est dès lors préférable de réduire la pression fiscale (et parafiscale) sur le travail en général et de faire en sorte que tous les travailleurs perçoivent des rémunérations nettes plus élevées. Une rémunération nette plus élevée est une mesure nécessaire pour lutter contre les pièges à l'emploi.

L'amendement n° 15 est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 67

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 67 (doc. Sénat, n° 5-254/3) qui vise à réinsérer un point 2.c) rédigé comme suit :

« dans le cadre d'un nouveau Plan fédéral de lutte contre la pauvreté et en concertation avec les Régions et les Communautés, d'investir au maximum dans le travail et la participation au travail des personnes en situation de pauvreté, tout en déployant une stratégie d'accompagnement et de parcours visant à accroître la sécurité dans tous les domaines de la société, et ce, afin de leur offrir un puissant levier pour sortir de la pauvreté. »

L'amendement n° 67 est adopté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Amendement n° 53

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 53 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point 2.d). Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

L'amendement n° 53 est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 16

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 16 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.f).

Des allocations plus élevées sont certainement nécessaires dans certains cas. Mais parallèlement aux mesures visant à modifier les montants ou à lier les

waardoor de huidige loonverschillen blijven bestaan en de concurrentiekracht van de economie in gevaar komt. Bovendien profiteren enkel de werknemers met de laagste lonen hiervan. Nochtans worden alle lonen te zwaar belast. Het is dan ook beter om in het algemeen de (para)fiscale lasten op arbeid te verlagen en hogere nettolonen te verkrijgen voor alle werknemers. Een hoger nettoloon is een noodzakelijke maatregel om de werkloosheidsval tegen te gaan.

Amendement nr. 15 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 67

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 67 in (stuk Senaat, nr. 5-254/3) dat beoogt om punt 2.c) opnieuw in te voegen, luidend als volgt :

« in het kader van een nieuw Federaal Plan Armoedebestrijding en in samenspraak met de gewesten en gemeenschappen maximaal in te zetten op werk en de arbeidsparticipatie van mensen in armoede, gekoppeld aan een traject- en begeleidingsverhaal naar meer zekerheid in alle maatschappelijke domeinen, als belangrijke hefboom om uit de armoede te geraken. »

Amendement nr. 67 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 53

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 53 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de tekst van punt 2.d) te vervangen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 53 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 16

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 16 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.f) te doen vervallen.

Hogere uitkeringen zijn in bepaalde gevallen zeker nodig. Parallel met maatregelen om de bedragen te wijzigen of de uitkeringen welvaartsvast te maken, is

allocations au bien-être, il est aussi nécessaire de réformer en profondeur certaines composantes de la sécurité sociale. Cela vaut, par exemple, pour l'assurance chômage où une augmentation des allocations est certainement indiquée durant la première phase de la période de chômage. Les allocations doivent toutefois être limitées dans le temps et soumises à des conditions strictes notamment en matière d'activation. Il ne sert donc à rien de demander sans plus une augmentation du montant des allocations. En outre, ce point est en contradiction avec le point 2.c) de la résolution en matière de lutte contre les pièges à l'emploi. En effet, des allocations majorées ne font que renforcer davantage les pièges à l'emploi, si elles ne sont pas assorties de certaines conditions.

L'amendement n° 16 est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 33 A

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 33 A (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à supprimer, dans le point 2, le *f*).

Elle renvoie également aux amendements n°s 33 B et 33 C, qui visent respectivement à supprimer, dans le point 2, le *g*) et le *h*). Des propositions de loi relatives au relèvement des allocations au-dessus du seuil de pauvreté sont à l'examen en commission. Il n'est pas souhaitable, dans la résolution à l'examen, d'anticiper sur ces discussions ni de limiter le débat sur les pensions à la seule augmentation de leurs montants. Le débat sur les pensions doit être mené dans un cadre plus large.

L'amendement n° 33 A est retiré.

Amendement n° 54 de Mme Thibaut

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 54 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à remplacer le texte du point 2. *f*). Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

L'amendement n° 54 est rejeté par 8 voix contre 1 et 5 abstentions.

Amendements n°s 69 et 73

Sous-amendements à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 69 (doc. Sénat, n° 5-254/3) visant à remplacer, dans le point 2, le *f*) par ce qui suit :

het echter noodzakelijk om voor bepaalde onderdelen van de sociale zekerheid grondige hervormingen door te voeren. Dat geldt bijvoorbeeld voor de werkloosheidsverzekering, waarbij een verhoging van de uitkeringen in de eerste fase van de werkloosheid zeker aangewezen is, maar de uitkering in de tijd beperkt moet worden en gekoppeld moet worden aan strenge voorwaarden inzake onder andere activering. Zomaar oproepen om de bedragen van de uitkeringen op te trekken is dan ook zinloos. Bovendien is dit punt tegenstrijdig aan punt 2.c) van de resolutie inzake de bestrijding van de werkloosheidsval. Hogere uitkeringen maken de werkloosheidsval immers opnieuw groter, indien ze niet aan voorwaarden gekoppeld zijn.

Amendement nr. 16 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 33 A

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 33 A in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat beoogt punt 2. *f*) te doen vervallen.

Mevrouw Lijnen verwijst ook naar de amendementen nrs. 33 B en 33 C die ertoe strekken om in punt 2 ook *g*) en *h*) te doen vervallen. Er liggen in de commissie wetsvoorstellen ter bespreken met betrekking tot het optrekken van de uitgaven boven de armoedegrens. Het is niet wenselijk in deze resolutie een voorafname te doen op deze discussies. Het is ook niet wenselijk het pensioendebat in deze resolutie te verenigen tot het optrekken van alleen de pensioenbedragen. Het pensioendebat dient ruimer gevoerd te worden.

Amendement nr. 33 A wordt ingetrokken.

Amendement nr. 54 van mevrouw Thibaut

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 54 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de tekst van punt 2.*f*) te vervangen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 54 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 5 onthoudingen.

Amendementen nrs. 69 en 73

Subamendementen op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 69 in (stuk Senaat, nr. 5-254/3) dat beoogt om punt 2, *f*) te vervangen als volgt :

«compte tenu des difficultés budgétaires et en concertation avec les partenaires sociaux, d'entreprendre, dans le prolongement des efforts déjà réalisés, des démarches supplémentaires en vue d'engranger une croissance qui permettra de réaliser, dans le cadre d'un calendrier volontariste mais réaliste, des augmentations fondamentales et structurelles des allocations et revenus de remplacement au minimum au-delà du seuil de pauvreté;»

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 73, sous-amendement à l'amendement n° 69, en vue de supprimer, dans le texte proposé, les mots «des démarches supplémentaires en vue d'engranger une croissance qui permettra de réaliser».

L'amendement n° 73 est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 69, ainsi sous-amendé, est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Amendements n^{os} 33 B et 70

Sous-amendements à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 33 B (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à supprimer, dans le point 2, le g).

Elle dépose également l'amendement n° 70 qui va dans le même sens.

Mme Lijnen renvoie à la discussion de l'amendement n° 33 A.

L'amendement n° 33 B est retiré.

L'amendement n° 70 est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Amendement n° 17

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 17 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à remplacer, dans le point 2, le g) par un texte demandant d'examiner quelles sont les implications financières d'une nouvelle augmentation des pensions ainsi que de leur liaison au bien-être et quelles mesures structurelles d'accompagnement sont nécessaires en vue de la réforme du système des pensions.

Il est un fait que, pour nombre de personnes, les pensions sont insuffisantes pour qu'elles puissent profiter paisiblement de leurs vieux jours. Il est fréquent que des personnes âgées éprouvent même des difficultés à financer leur séjour dans un éta-

«rekening houdend met de budgettaire mogelijkheden en in samenspraak met de sociale partners, verder bouwend op de reeds gerealiseerde inspanningen, verdere stappen te zetten om te komen tot een groeitraject met als uiteindelijk streefdoel om binnen een kordate, maar realistische termijn te voorzien in het fundamenteel en structureel verhogen tot minimaal boven de armoeddrempel van de uitkeringen en vervangingsinkomens.»

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 73 in, subamendement op amendement nr. 69, dat ertoe strekt om in de voorgestelde tekst de woorden «, verdere stappen te zetten om te komen tot een groeitraject met als uiteindelijk streefdoel» te doen vervallen.

Amendement nr. 73 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 69, aldus gesubamendeerd, wordt aangenomen met 10 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendementen nrs. 33 B en 70

Subamendementen op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 33 B in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat beoogt punt 2. g) te doen vervallen.

Zij dient eveneens amendement nr. 70 in, dat er eveneens toe strekt om punt 2, g) te doen vervallen.

Mevrouw Lijnen verwijst naar de bespreking van amendement nr. 33 A.

Amendement nr. 33 B wordt ingetrokken.

Amendement nr. 70 wordt aangenomen met 10 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 17

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 17 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.g) te vervangen door een tekst die vraagt te onderzoeken wat de financiële implicaties zijn van een verdere verhoging en welvaartskoppeling van de pensioenen, en welke begeleidende structurele maatregelen tot hervorming van het pensioenstelsel hierbij noodzakelijk zijn.

Het is duidelijk dat de pensioenen voor vele mensen ontoereikend zijn om van een rustige oude dag te genieten. Vaak hebben bejaarden zelfs moeilijkheden om hun verblijf in een rust- en verzorgingsinstelling te financieren. Toch lijkt het in de huidige budgettaire

blissement de repos et de soins. Dans le contexte budgétaire actuel, il semble cependant assez déraisonnable d'exiger une liaison des pensions au bien-être de manière inconditionnelle. En outre, le point 2.h) renvoie déjà à la revalorisation et à la liaison au bien-être des pensions. Cet amendement propose dès lors de reformuler le 2.g).

L'amendement n° 17 devient sans objet par suite de l'adoption de l'amendement n° 70.

Amendement n° 55

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose un amendement n° 55 (voir doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à insérer, dans le point 2.g), les mots « du premier pilier » entre les mots « des pensions » et les mots « ainsi que ». Elle renvoie à sa justification écrite.

L'amendement n° 55 devient sans objet consécutivement à l'adoption de l'amendement n° 70.

Amendement n° 33 C

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 33 C (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.h).

Elle renvoie à la discussion de l'amendement n° 33 A.

L'amendement n° 33 C est retiré.

Amendement n° 56

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 56 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.h). Elle renvoie à sa justification écrite.

L'amendement n° 56 est rejeté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

Amendement n° 57 de Mme Thibaut

Amendement subsidiaire à l'amendement n° 56

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 57 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point 2.h). Elle renvoie à sa justification écrite.

context nogaal lichtzinnig om onvoorwaardelijk een welvaartskoppeling van de pensioenen te eisen. Bovendien verwijst punt 2.h) reeds naar de herwaardering en de welvaartskoppeling van de pensioenen. Dit amendement stelt dan ook voor om het punt 2.g) te herformuleren.

Amendement nr. 17 vervalt ingevolge de aanneming van amendement nr. 70.

Amendement nr. 55

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 55 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 2.g), de woorden « van de eerste pijler » in te voegen tussen het woord « pensioenen » en het woord « concreet ». Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 55 vervalt ingevolge de aanneming van amendement nr. 70.

Amendement nr. 33 C

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 33 C in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat beoogt punt 2.h) te doen vervallen.

Mevrouw Lijnen verwijst naar de bespreking van amendement nr. 33 A.

Amendement nr. 33 C wordt ingetrokken.

Amendement nr. 56

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 56 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.h) te doen vervallen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 56 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Amendement nr. 57 van mevrouw Thibaut

Subsidiar amendement op amendement nr. 56

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 57 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de tekst van punt 2.h) te vervangen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

L'amendement n° 57 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 35

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 35 (doc. Sénat, n° 5-254/2), qui vise à remplacer le texte du point 2.h) proposé par ce qui suit :

« d'adapter le système des pensions aux besoins actuels et futurs. Il convient également de garantir par ces réformes la viabilité financière à plus long terme. Les fonds publics sont utilisés au premier chef pour revaloriser les pensions légales et les lier au bien-être (1^{er} pilier des pensions); »

Mme Sleurs déclare que cet amendement est dicté par le souci de développer prioritairement le premier pilier des pensions.

L'amendement n° 35 est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 22

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 22 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point 2.i). Dans l'accord de gouvernement flamand, il a été convenu d'élaborer un système en vue d'un octroi automatique. L'objectif est d'inscrire ce point à l'agenda de l'autorité fédérale, d'oeuvrer au maximum en faveur de la simplification de la législation relative à la sécurité sociale et d'examiner quelles catégories spécifiques de bénéficiaires sont susceptibles de bénéficier d'un octroi automatique et pour quels droits sociaux.

L'amendement n° 22 est rejeté par 10 voix contre 3 et 1 abstention.

Amendement n° 45

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 45 qui vise à remplacer le texte du point 2.i) par ce qui suit :

Amendement nr. 57 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 35

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 35 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2) dat beoogt om punt 2.h) te vervangen als volgt :

« het systeem van de pensioenen aan te passen aan de huidige en toekomstige behoeften. Ook de financiële houdbaarheid op langere termijn moet door deze hervormingen gerealiseerd worden. Overheidsmiddelen worden primair aangewend in functie van een herwaardering en welvaarts koppeling van de wettelijke pensioenen (de 1e pensioenpijler).; »

Mevrouw Sleurs verklaart dat dit amendement wordt ingegeven door de zorg om prioritair de eerste pensioenpijler uit te bouwen.

Amendement nr. 35 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 22

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 22 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.i) te vervangen. In het Vlaams regeerakkoord werd overeengekomen een systeem uit te werken voor de automatische toekenning. Zij vraagt in deze resolutie de tekst te vervangen met het oogpunt de titel op de federale agenda te plaatsen. Zij streven een maximale vereenvoudiging na van de wetgeving met betrekking tot de sociale zekerheid en willen onderzoeken welke sociale rechten ten aanzien van welke specifieke categorieën van gerechtigden in aanmerking kunnen komen voor dergelijke automatische toekenning.

Amendement nr. 22 wordt verworpen met 10 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 45

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 45 in dat ertoe strekt om punt 2.i) te vervangen als volgt :

«i) de veiller à un traitement plus rapide des demandes en matière de droits sociaux en favorisant l'échange des informations nécessaires.»

Mme Tilmans renvoie à la justification écrite de l'amendement.

L'amendement n° 45 est retiré.

Amendements n^{os} 64 et 71

Sous-amendements à l'amendement n° 14

Mme Franssen dépose l'amendement n° 64 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 2.i) par le texte qui suit :

«d'accélérer le développement de l'octroi automatique de droits sociaux, en particulier en promouvant l'échange d'informations requis à cet effet, et, en outre, en informant suffisamment les ayants droit à propos des droits sociaux octroyés.»

Mme Franssen explique que l'octroi automatique de droits sociaux est une mesure importante en vue de réduire le non-recours aux droits sociaux et d'éviter les effets Mathieu, c'est-à-dire les cas où les mesures de soutien n'atteignent pas suffisamment les groupes cibles visés. L'amendement proposé demande d'accélérer encore plus l'octroi automatique de droits sociaux.

Mme Tilmans et M. Deprez déposent l'amendement n° 71, qui est un sous-amendement à l'amendement n° 64 (doc. Sénat, n° 5-254/3) et qui vise à insérer, dans le point 2.i) proposé, les mots «et en sensibilisant» entre les mots «informant suffisamment» et les mots «les ayants droit».

L'amendement n° 71 est adopté par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

L'amendement n° 64, ainsi sous-amendé, est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Amendement n° 58

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 58 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à supprimer le point 2.j). Elle renvoie à sa justification écrite.

L'amendement n° 58 est rejeté par 10 voix contre 4.

«i) te zorgen voor een snellere behandeling van verzoeken betreffende sociale rechten door een vlottere gegevensuitwisseling.»

Mevrouw Tilmans verwijst naar de schriftelijke verantwoording bij het amendement.

Amendement nr. 45 wordt ingetrokken.

Amendementen nrs. 64 en 71

Subamendementen op amendement nr. 14

Mevrouw Franssen dient amendement nr. 64 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2) dat beoogt punt 2.i) te vervangen als volgt :

«de ontplooiing van de automatische toekenning van sociale rechten te bespoedigen, in het bijzonder door de hiervoor noodzakelijke uitwisseling van informatie te bevorderen, en daarnaast voldoende over de toegekende sociale rechten te communiceren naar de rechthebbenden.»

Mevrouw Franssen licht toe dat het automatisch toekennen van sociale rechten een belangrijke maatregel is bij het verminderen van «non-take up» van sociale rechten en het vermijden van zogenaamde Mattheüseffecten, waarbij ondersteunende maatregelen onvoldoende de beoogde doelgroepen bereiken. Het voorgestelde amendement vraagt om de automatische toekenning van sociale rechten verder te bespoedigen.

Mevrouw Tilmans en de heer Deprez dienen amendement nr. 71 in, subamendement op amendement nr. 64 (stuk Senaat, nr. 5-254/3), dat ertoe strekt om de voorgestelde tekst tussen de woorden «te communiceren» en «naar de rechthebbenden», de woorden «en te sensibiliseren» in te voegen.

Amendement nr. 71 wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 64, als dus gesubamendeerd, wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 58

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 58 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.j) te doen vervallen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 58 wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen.

*Amendements n^{os} 46 et 65*Sous-amendements à l'amendement n^o 14

Mme Tilmans dépose l'amendement n^o 46 (doc. Sénat, n^o 5-254/2), qui vise à remplacer le point 2.j) par ce qui suit :

«j) de prendre de nouvelles mesures en vue de continuer à développer, comme c'est le cas depuis plusieurs années, une fiscalité juste et équilibrée en veillant à ce qu'elle s'applique aux différentes formes de revenus et de consommation.»

Elle dépose ensuite l'amendement n^o 65 (doc. Sénat, n^o 5-254/2), qui vise également à remplacer le point 2. j) par ce qui suit :

«j) de prendre de nouvelles mesures en vue de continuer à développer une fiscalité juste et équilibrée en veillant à ce qu'elle s'applique aux différentes formes de revenus et de consommation.»

L'amendement n^o 46 est retiré à la suite du dépôt de l'amendement n^o 65.

L'amendement n^o 65 est adopté par 13 voix contre 1.

Point 3 proposé

*Amendement n^o 38*Sous-amendement à l'amendement n^o 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n^o 38 (doc. Sénat, n^o 5-254/2) visant à remplacer le texte du point 3.b). Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

L'amendement n^o 38 est rejeté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

*Amendement n^o 20*Sous-amendement à l'amendement n^o 14

Mme Sleurs et consorts déposent l'amendement n^o 20 (doc. Sénat, nr. 5-254/2), visant à compléter le point 3.b) par une disposition prévoyant que cet octroi automatique devra s'accompagner d'une communication à l'intéressé afin qu'il prenne conscience des avantages qu'il reçoit dans le cadre d'une meilleure accessibilité aux soins de santé.

Il est effectivement important d'assurer une accessibilité suffisante aux soins de santé. Néanmoins, il est également important que les intéressés prennent

Amendementen nrs. 46 en 65

Subamendementen op amendement nr. 14

Mevrouw Tilmans dient amendement nr. 46 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2) dat ertoe strekt om het punt 2.j) te vervangen als volgt :

«j) verdere stappen te ondernemen om, zoals dat al meerdere jaren gebeurt, verder te werken aan het uitbouwen van een rechtvaardige en evenwichtige fiscaliteit, die wordt toegepast op de verschillende vormen van inkomen en consumptie.»

Vervolgens dient zij amendement nr. 65 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat er eveneens toe strekt om het punt 2.j) te vervangen als volgt :

«j) verdere stappen te ondernemen om te blijven werken aan een eerlijke en evenwichtige fiscaliteit die toegepast wordt op de verschillende vormen van inkomen en consumptie.»

Ingevolge de indiening van amendement nr. 65 wordt amendement nr. 46 ingetrokken.

Amendement nr. 65 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Voorgesteld punt 3

Amendement nr. 38

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 38 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de tekst van punt 3.b) te vervangen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 38 wordt verworpen met 10 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 20

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs c.s. dienen amendement nr. 20 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 3.b) aan te vullen met een bepaling waarin, bij de automatische toekenning van deze statuten en tegemoetkomingen, een verplichte communicatie met de betrokkene gevraagd wordt, waardoor er een bewustwording is van de voordelen die de betrokkene ontvangt in het kader van een betere toegankelijkheid van de gezondheidszorg.

Het is inderdaad belangrijk dat er een voldoende toegang is tot de gezondheidszorg. Doch, het is ook belangrijk dat men daar als patiënt bewust mee

conscience des avantages dont ils bénéficient en tant que patients. Une certaine responsabilisation en la matière est aussi nécessaire. C'est la raison pour laquelle les auteurs du présent amendement estiment qu'il faut expliquer aux intéressés la signification de leur statut et les efforts financiers consentis par la société pour le leur garantir.

L'amendement n° 20 est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 47 de Mme Tilmans

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Tilmans dépose un amendement n° 47 (doc. Sénat, n° 5-254/2) visant à supprimer le point 3.f). Le débat sur les suppléments d'honoraires ne doit pas être mené dans le cadre d'une résolution portant sur la pauvreté.

L'amendement n° 47 est adopté par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

Amendement n° 34

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Lijnen dépose l'amendement n° 34 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 3.f) par la disposition suivante :

«f) d'élaborer des méthodologies afin d'augmenter de façon substantielle le taux de participation des pauvres à des programmes sanitaires de prévention tels que le dépistage du cancer du sein;».

La suppression des suppléments d'honoraires est évidemment une mesure séduisante, mais le débat est beaucoup plus vaste que cela. Mme Lijnen propose de mettre au point des instruments visant à faire participer davantage les personnes en situation de pauvreté à des programmes sanitaires de prévention et de dépistage tels que celui qui existe pour le cancer du sein.

L'amendement n° 34 est retiré.

Amendement n° 19

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et consorts déposent l'amendement n° 19 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à compléter le point 3.f) par ce qui suit : « , à condition que soit modifié l'arrêté royal du 11 juillet 2005 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux. »

omspringt en een zekere responsabilisering is noodzakelijk. Daarom zijn de indieners van het amendement van mening dat de betrokkenen de uitleg moeten krijgen rond de betekenis van hun statuut en rond de financiële inspanningen die de maatschappij hiervoor levert.

Amendement nr. 20 wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 47 van mevrouw Thibaut

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 47 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 3.f) te doen vervallen. Het debat over ereloon-supplementen moet niet naar aanleiding van een resolutie over armoede gevoerd worden.

Amendement nr. 47 wordt aangenomen met 11 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 34

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Lijnen dient amendement nr. 34 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 3.f) te vervangen door de volgende bepaling :

«f) methodieken te ontwikkelen om de participatiegraad van armen aan preventieve gezondheidsprogramma's zoals borstkankerscreening substantieel te verhogen;».

Het schrappen van de ereloon-supplementen oogt natuurlijk mooi, maar ook hier is het debat veel ruimer dan enkel de schrapping van de supplementen. Mevrouw Lijnen stelt voor om instrumenten te ontwikkelen om mensen in armoede meer te laten participeren aan preventieve gezondheidsprogramma's en screeningsprogramma's zoals deze voor borstkanker.

Amendement nr. 34 wordt ingetrokken.

Amendement nr. 19

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs c.s. dienen een amendement nr. 19 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 3.f) aan te vullen met de voorwaarde dat het koninklijk besluit van 11 juli 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, wordt opengebroken.

Si les suppléments d'honoraires pour les hospitalisations en chambre à deux lits sont supprimés, il convient de modifier l'arrêté royal du 11 juillet 2005 modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux. En effet, la perte de revenus doit pouvoir être compensée.

L'amendement n° 19 devient sans objet par suite de l'adoption de l'amendement n° 47.

Amendement n° 36

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 36 (voir doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à insérer, dans le point 3 du dispositif, un g) rédigé comme suit: «de soutenir et promouvoir l'implantation de maisons médicales au forfait;». Elle renvoie à sa justification écrite.

L'amendement n° 36 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 43

Sous-amendement à l'amendement n° 14

M. Vandebroucke dépose l'amendement n° 43 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à ajouter, dans le point 3) du dispositif, un g) relatif à l'application du régime du tiers payant dans le secteur des soins de santé.

M. Vandebroucke considère que ce point est une priorité importante, surtout lorsque les marges budgétaires sont étroites comme c'est le cas actuellement. Plusieurs des mesures prévues dans la proposition de résolution, de même que certains amendements, auraient un impact budgétaire important, ce qui n'est pas une raison en soi pour les rejeter. Il est toutefois bon d'en être conscient. L'amendement qui est proposé par l'intervenant n'aura pas un coût budgétaire démesuré. Il prévoit de passer progressivement d'un système où le patient avance l'argent et le récupère par la suite à un système où la sécurité sociale paie directement. Le seul coût que cette transition générera sera lié au fait que les personnes qui, jusqu'à présent, n'allaient pas chez le médecin faute de pouvoir le payer immédiatement, n'hésiteront plus désormais à le consulter, ce dont on ne peut que se réjouir.

La complexité du régime actuel est aussi l'une des raisons pour lesquelles celui-ci ne fonctionne pas. Cette complexité est liée au fait qu'il y a des situations où certains prestataires de soins peuvent appliquer le régime du tiers payant et d'autres où ils ne le peuvent

Indien ereloonsupplementen op tweepersoonskamers afgeschaft worden, dient het koninklijk besluit van 11 juli 2005 (tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen) opengebroken te worden. Immers, gedeerde inkomsten moeten kunnen worden gecompenseerd.

Amendement nr. 19 vervalt ingevolge de aanneming van amendement nr. 47.

Amendement nr. 36

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 36 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.g) in te voegen dat vraagt de vestiging van medische huizen in het forfaitaire betalingssysteem te ondersteunen en te bevorderen. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

Amendement nr. 36 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 43

Subamendement op amendement nr. 14

De heer Vandebroucke dient een amendement nr. 43 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.g) in te voegen met betrekking op de toepassing van de regeling «derde betaler» in de gezondheidszorg.

De heer Vandebroucke stelt dit punt als een belangrijke prioriteit voorop, zeker op een ogenblik dat de budgettaire marges beperkt zijn. Een aantal onderdelen van de resolutie en enkele amendementen zouden een grote budgettaire weerslag met zich meebrengen, wat op zich geen reden is om er tegen te zijn, maar het is wel nuttig dit te weten. Het amendement dat door spreker wordt voorgesteld, tikt budgettair niet zo zwaar aan. Het amendement vraagt geleidelijk af te stappen van het systeem waarbij de patiënt het geld voorschiet en later terugkrijgt, naar een systeem waarbij de sociale zekerheid rechtstreeks betaalt. De enige kost van deze overstap zal erin bestaan dat personen, die nu geen gebruik maken van de gezondheidszorg omdat zij niet de middelen hebben de betaling voor te schieten, dan wel naar de dokter zullen gaan, wat enkel kan toegejuicht worden.

De complexiteit van de huidige regeling verklaart ook waarom ze niet goed werkt. Deze complexiteit heeft deels te maken met het feit dat het voor sommige zorgverstrekkers in een aantal situaties verboden is de derdebetaler toe te passen, in andere situaties niet

pas. De plus, il y a aussi des cas où le patient peut demander que le système soit appliqué. Il faut absolument simplifier le système et commencer, à cet égard, par abroger les interdictions actuelles. Il faut veiller aussi à définir les droits avec précision, de manière que le régime du tiers payant puisse être appliqué directement aux personnes qui y ont droit. En outre, on pourrait étendre le groupe cible bénéficiaire du système. M. Vandebroucke pense à cet égard aux patients qui bénéficient effectivement du maximum à facturer.

M. Vandebroucke est conscient qu'il s'agit d'un point sensible, mais il trouverait dommage qu'une série de mesures proposées dans le cadre du texte à l'examen soient approuvées sans qu'il y ait, en fin de compte, la moindre avancée sur le plan de la généralisation du régime du tiers payant.

M. Ide comprend que le plaidoyer de M. Vandebroucke s'inscrit dans un souci de cohérence. Il souhaite toutefois souligner la nécessité de tenir compte de l'impact budgétaire des mesures proposées dans le texte à l'examen. En ce qui concerne le régime du tiers payant, M. Ide pense que le surcoût ne sera probablement pas élevé, mais qu'il pourra être maîtrisé si l'on est attentif aux abus éventuels. Il faut savoir que des dérapages ne sont pas à exclure si le système n'est pas contrôlé. Mais s'il l'est, le coût pourra effectivement être limité.

Mme Temmerman renvoie à la discussion de l'amendement n° 72.

L'amendement n° 43 est retiré.

Amendement n° 37

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 37 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à insérer un point 3.h) instaurant la possibilité d'une consultation longue, dont les effets ont montré qu'elle renforçait les moyens d'action des patients pauvres.

M. Ide considère qu'un prestataire de soins prévoit toujours une longue consultation lorsque c'est nécessaire. Certaines consultations durent dix minutes, d'autres une demi-heure. Il ne voit pas pourquoi il faudrait intégrer cet amendement à la résolution.

Mme Thibaut estime que, dans le cadre d'une résolution, il est opportun de prêter attention aux avantages que peut présenter une longue consultation.

verboden, en in nog andere situaties kan de patiënt de vraag stellen het systeem toe te passen. Een vereenvoudiging van het systeem is zeker aangewezen en een eerste vraag in dit kader is de huidige verbodsbepalingen te schrappen. Er moet ook gezorgd worden voor duidelijk omschreven rechten waarbij mensen die zich in een bepaalde situatie bevinden zonder meer recht hebben op de derdebetaler. Bovendien mag de doelgroep die recht heeft op het systeem uitgebreid worden. De heer Vandebroucke denkt dan aan patiënten die effectief het genot hebben van de maximumfactuur.

Senator Vandebroucke is er zich van bewust dat dit punt gevoelig ligt, maar hij zou het jammer vinden indien in deze resolutie een reeks andere voorstellen goedgekeurd worden en er uiteindelijk niets gebeurt in het kader van een algemene derdebetalersregeling.

De heer Ide begrijpt dat het pleidooi van senator Vandebroucke kadert in de bezorgdheid inzake consequentie. Hij wil toch een kleine nuance aanbrengen: het is inderdaad belangrijk rekening te houden met het budgettaire aspect van de maatregelen die voorgesteld worden in de voorliggende resolutie. Inzake de derdebetaler meent de heer Ide dat de meerkost waarschijnlijk niet hoog zal zijn maar dit kan onder controle gehouden worden door een controle te voeren naar eventueel misbruik van de derdebetalersregeling. Er moet onder ogen gezien worden dat dit systeem tot excessen kan leiden indien niet wordt gecontroleerd. Is dat wel het geval, dan is de heer Ide het ermee eens dat de kost beperkt zal zijn.

Mevrouw Temmerman verwijst naar de bespreking van amendement nr. 72.

Amendement nr. 43 wordt ingetrokken.

Amendement nr. 37

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 37 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.h) in te voegen dat voorziet in de mogelijkheid van een lange consultatie, waarvan gebleken is dat het het vermogen tot handelen van arme patiënten opvoert.

De heer Ide gaat ervan uit dat een zorgverstrekkers altijd een lange consultatie voorziet indien dit nodig is. Sommige consultaties duren tien minuten, andere een half uur. Hij ziet niet in waarom dit amendement in de resolutie zou moeten komen.

Mevrouw Thibaut meent dat het in het kader van een resolutie opportuun is aandacht te besteden aan de mogelijke voordelen van een lange consultatie.

L'amendement n° 37 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 40

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 40 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à ajouter un point 3.i) demandant que l'on améliore l'accessibilité aux médicaments.

L'amendement n° 40 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 59

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 59 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à ajouter un point 3.i) demandant que l'on améliore l'accessibilité aux médicaments. Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

M. Ide ne comprend pas cet amendement qui demande que l'on rédige une prescription en partant du produit le plus important vers le moins important. Selon lui, une prescription forme un tout dans le cadre d'une thérapie. Si l'on prescrit trois médicaments, c'est parce qu'ils sont nécessaires tous les trois. Il arrive même qu'ils interagissent ensemble, ce qui justifie leur prise combinée. Établir une liste des priorités risque d'inciter les patients à n'acheter que le premier produit et à laisser tomber le deuxième, ce qui peut réduire à néant toute la thérapie.

Mme Thibaut souligne que les patients font déjà ce que M. Ide décrit comme une hérésie : ils achètent uniquement certains médicaments inscrits sur la prescription. De surcroît, ils ne sélectionnent pas tel ou tel médicament en fonction de son importance dans le cadre de leur thérapie, mais purement et simplement en fonction de son prix.

L'amendement n° 59 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 39

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 39 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à ajouter un point 3.j).

Amendement nr. 37 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 40

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 40 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 3.i) toe te voegen dat de toegang tot de geneesmiddelen wenst te verbeteren.

Amendement nr. 40 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 59

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 59 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.i) toe te voegen dat de toegang tot de geneesmiddelen wenst te verbeteren. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

De heer Ide begrijpt dit amendement niet. Het vraagt dat op een voorschrift het belangrijkste product bovenaan komt en het minst belangrijke onderaan. Volgens de heer Ide is een voorschrift een totaalpakket in het kader van een therapie. Wanneer drie medicijnen worden voorgeschreven, dan is dit omdat ze alle drie nodig zijn. Ze kunnen zelfs in interactie met mekaar gaan waardoor een pakket nodig is. Het opstellen van een «hitlijst» kan ertoe leiden dat patiënten enkel het eerste product aanschaffen en het tweede laten vallen, waardoor een hele therapie kan onderuit gehaald worden.

Mevrouw Thibaut merkt op dat patiënten vandaag de dag reeds doen wat de heer Ide als schrikbeeld aanhaalt : zij schaffen zich slechts enkele geneesmiddelen van het voorschrift aan. Bovendien doen zij dit niet in volgorde van de belangrijkheid van het geneesmiddel in het kader van hun therapie maar louter op basis van de kost van het medicijn.

Amendement nr. 59 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 39

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 39 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.j) toe te voegen.

L'amendement n° 39 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 60

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 60 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à ajouter un point 3.j) demandant que l'on interdise aux hôpitaux de proposer sous le vocable de « consultation personnalisée » un service plus rapide aux patients qui peuvent se le permettre. Elle renvoie à la justification écrite de cet amendement.

M. Ide ne comprend pas la notion de « consultation personnalisée », laquelle implique qu'il existerait également une « consultation collective ». Selon lui, toute relation médecin-patient comporte une consultation personnalisée. Il suppose que Mme Thibaut fait référence à une sorte de régime préférentiel, une « consultation privée », mais elle touche alors à des conventions et elle devrait plutôt aborder ce sujet de manière directe. En effet, une consultation est toujours personnalisée.

L'amendement n° 60 est rejeté par 13 voix contre 1.

Point 4 proposé

Amendement n° 61

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose un amendement n° 61 (doc. Sénat, n° 5-254/2), sous-amendement à l'amendement n° 14, visant à remplacer le a) du point 4 proposé.

Cet amendement propose de mettre en place un fonds fédéral mutualiste de garantie locative, de manière à permettre à chaque ménage locataire de constituer la garantie afférente à sa résidence principale.

L'amendement n° 61 est rejeté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 18 A

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 18 A (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point 4.b).

Amendement nr. 39 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 60

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient een amendement nr. 60 in (zie stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.j) toe te voegen, dat vraagt ziekenhuizen te verbieden onder de noemer « persoonlijk consult » een snellere dienstverlening aan te bieden aan patiënten die zich dat kunnen veroorloven. Zij verwijst naar haar schriftelijke verantwoording.

De heer Ide begrijpt de term « persoonlijk consult » niet, die impliceert dat er ook « collectief consult » zou bestaan. Hij meent dat in elke relatie arts-patiënt een persoonlijk consult bestaat. Hij vermoedt dat mevrouw Thibaut doelt op een soort voorkeursregeling, een « privaat consult », maar dan raakt zij aan conventies en zou zij dit beter rechtstreeks aanpakken. Een consult is immers altijd persoonlijk.

Amendement nr. 60 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Voorgesteld punt 4

Amendement nr. 61

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 61 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), subamendement op amendement nr. 14, dat ertoe strekt het a) in het voorgestelde punt 4 te vervangen.

Dit amendement stelt voor een federaal huurwaarborgfonds in te stellen, zodat elk gezin dat huurt de huurwaarborg kan storten voor zijn hoofdverblijfplaats.

Amendement nr. 61 wordt verworpen met 13 stemmen tegen één stem.

Amendement nr. 18 A

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 18 A in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 4.b) te vervangen.

En ce qui concerne le logement et l'énergie, Mme Sleurs souhaite remplacer le texte du point *b)* pour préciser qu'il faut soutenir les Communautés de manière optimale dans le but d'améliorer l'offre sur le marché locatif privé, sur le plan tant quantitatif que qualitatif.

Mme Sleurs indique qu'en ce qui concerne le point *4.b)*, il faut souligner que les Régions aussi sont concernées. L'amendement n° 18 A doit donc se lire comme suit: «de soutenir les Communautés et les Régions de manière optimale ...».

L'amendement n° 18 A est adopté par 13 voix contre 1.

Amendement n° 62

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose un amendement n° 62 (doc. Sénat, n° 5-254/2), sous-amendement à l'amendement n° 14, visant à ajouter au point *4.c)* proposé, les mots « exprimés en kWh/m²/an ».

Il s'agit de préciser l'unité de mesure afin qu'elle soit identique et facilement comparable.

L'amendement n° 62 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Amendement n° 18 B

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 18 B (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point *4.d)*.

L'amendement n° 18 B est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 18 C

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Sleurs et M. De Bruyn déposent l'amendement n° 18 C (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le texte du point *4.e)*.

L'amendement n° 18 C est rejeté par 11 voix contre 3.

Amendement n° 63

Sous-amendement à l'amendement n° 14

Mme Thibaut dépose un amendement n° 63 (doc. Sénat, n° 5-254/2), visant à ajouter un *f)* au point 4

Met betrekking tot huisvesting en energie wenst senator Sleurs het punt *b)* te vervangen om de Gemeenschappen optimaal te ondersteunen met als doel het aanbod op de private huurmarkt zowel kwantitatief als kwalitatief te verbeteren.

Mevrouw Sleurs preciseert dat in punt *4.b)* ook de gewesten betrokken zijn. Het amendement nr. 18 A moet dus gelezen worden als: «de gemeenschappen en de gewesten optimaal te ondersteunen ...».

Amendement nr. 18 A wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1 stem.

Amendement nr. 62

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 62 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), subamendement op amendement nr. 14, dat in het voorgestelde punt *4.c)*, de woorden «, uitgedrukt in kWh/m²/jaar » wil invoegen tussen de woorden «woningen» en «bij het aangaan».

Er dient een meeteenheid te worden voorgesteld die gemakkelijk vergelijkbaar is.

Amendement nr. 62 wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Amendement nr. 18 B

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 18 B in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt *4.d)* te vervangen.

Amendement nr. 18 B wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 18 C

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Sleurs en de heer De Bruyn dienen amendement nr. 18 C in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt *4.e)* te vervangen.

Amendement nr. 18 C wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement nr. 63

Subamendement op amendement nr. 14

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 63 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat een *f)* aan het voorgestelde

proposé afin de demander l'alignement du montant octroyé aux cohabitants sur celui octroyé aux isolés.

La non-individualisation de certains minima sociaux pousse de trop nombreuses familles à se déstructurer aujourd'hui.

L'amendement n° 63 est rejeté par 13 voix contre 1.

Point 5 proposé

Amendements n^{os} 41 et 66

Sous-amendements à l'amendement n° 14

Mme Saïdi et consorts déposent un amendement n° 41 (doc. Sénat, n° 5-254/2), sous-amendement à l'amendement n° 14, visant à remplacer au point 5.a), les termes «de mener une politique de lutte contre la pauvreté» par les termes «de poursuivre et de renforcer les efforts entrepris pour accorder une attention particulière à la politique de lutte contre la pauvreté dans le cadre des perspectives européennes».

Mme Saïdi renvoie à sa justification écrite.

Mme Saïdi et consorts déposent également un amendement n° 66, sous-amendement à l'amendement n° 41 (doc. Sénat, n° 5-254/3), visant à supprimer les termes «dès 2007» entre les termes «efforts entrepris» et les termes «pour accorder» dans le texte proposé par l'amendement n° 41.

L'amendement n° 66 est adopté par 13 voix contre 1.

L'amendement n° 41, ainsi sous-amendé, est adopté par 13 voix contre 1.

Point 6 proposé

Amendement n° 44

Sous-amendement à l'amendement n° 14

M. Vandenbroucke dépose un amendement n° 44 (doc. Sénat, n° 5-254/2), sous-amendement à l'amendement n° 14, visant à ajouter un point 6 au dispositif.

Cet amendement précise les espoirs et les attentes par rapport au nouvel objectif européen en matière de pauvreté. L'Union européenne enjoint depuis dix ans aux États membres de lutter contre la pauvreté mais cet objectif était formulé en termes vagues et laissait aux États une marge de manœuvre étendue. Désormais, l'objectif est chiffré et les États sont invités à

punt 4 wil toevoegen om het bedrag toegekend aan samenwonenden aan te passen aan het bedrag voor alleenstaanden.

Bepaalde sociale minimumuitkeringen worden niet geïndividualiseerd, waardoor tegenwoordig te veel gezinnen uit elkaar vallen

Amendement nr. 63 wordt verworpen met 13 stemmen tegen één stem.

Voorgesteld punt 5

Amendementen nrs. 41 en 66

Subamendementen op amendement nr. 14

Mevrouw Saïdi c.s. dient amendement nr. 41 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), subamendement op amendement nr. 14, dat in punt 5.a), de woorden «een armoedebestrijding te blijven voeren» wil vervangen door de woorden «de inspanningen die sinds 2007 zijn geleverd, voort te zetten en uit te breiden om bijzondere aandacht te schenken aan het armoedebestrijdingsbeleid in het kader van de Europese doelstellingen».

Mevrouw Saïdi verwijst naar de schriftelijke verantwoording.

Mevrouw Saïdi c.s. dient amendement nr. 66, subamendement op amendement nr. 41, in (stuk Senaat, nr. 5-254/3), dat in de voorgestelde tekst van amendement nr. 41 de woorden «sinds 2007» tussen de woorden «de inspanningen» en «zijn geleverd» wil schrappen.

Amendement nr. 66 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen één stem.

Het aldus gesubamendeerde amendement nr. 41 wordt aangenomen met 13 stemmen tegen één stem.

Voorgesteld punt 6

Amendement nr. 44

Subamendement op amendement nr. 14

De heer Vandenbroucke dient amendement nr. 44, subamendement op amendement nr. 14, in, dat ertoe strekt aan het dispositief een punt 6 toe te voegen.

Dit amendement verduidelijkt de hoop en de verwachtingen die de nieuwe Europese armoededoelstelling wekken. De Europese Unie vraagt de lidstaten al tien jaar om armoede te bestrijden, maar op een vage manier en met een grote manoeuvreerruimte voor de lidstaten. Nu is die doelstelling becijferd en wordt de lidstaten gevraagd dit cijfer te doen dalen. Dit cijfer

réduire ce chiffre. Ce chiffre doit être utilisé pour définir une stratégie, ce qui doit encore être fait en Belgique.

L'objectif européen détermine trois composantes, à savoir la pauvreté financière, la privation matérielle grave et les ménages sans emploi. L'État fédéral, en concertation avec les Communautés et les Régions doit définir des stratégies pour chacune d'entre elles, avec la possibilité pour les entités fédérées de mettre des accents différents selon la Région ou la Communauté.

La Belgique est invitée à plaider au niveau européen pour que ces objectifs soient pris très au sérieux.

Enfin, l'amendement ajoute l'obligation de faire rapport régulièrement au Parlement.

L'amendement n° 44 est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 14, ainsi sous-amendé, est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

V. DISCUSSION DES AMENDEMENTS N^{OS} 1 À 13 ET 23 À 30

Amendement n° 1

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à mettre l'accent sur le rôle fondamental des CPAS et qui propose, à cet effet, d'insérer un point 3 dans lequel il est demandé d'octroyer des subventions en vue de favoriser la participation sociale et l'épanouissement culturel et sportif des usagers et d'encourager la réinsertion socioprofessionnelle par le biais des remises à l'emploi et de la formation professionnelle.

Amendement n° 2

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer, au point 1.j), la référence à l'année européenne de lutte contre la pauvreté, celle-ci étant désormais terminée.

Amendement n° 3

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à compléter le point 2.h) de manière à ce qu'il soit tenu compte des discriminations qui existent dans le domaine des pensions, puisque, selon le Livre vert pour les

moet dienen om een strategie te bepalen, wat in België nog niet gebeurd is.

De Europese armoededoelstelling omvat drie componenten, met name financiële armoede, ernstige materiële deprivatie en werkloze gezinnen. In overleg met de gewest- en gemeenschapsregeringen moet de federale overheid voor elke component een strategie bepalen, waarbij de gemeenschappen en gewesten elk verschillende klemtonen kunnen leggen.

België wordt gevraagd om op Europees niveau ervoor te pleiten deze doelstellingen zeer ernstig te nemen.

Ten slotte voert het amendement de verplichting in om regelmatig verslag uit te brengen aan het Parlement.

Amendement nr. 44 wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Het aldus gesubamendeerde amendement nr. 14 wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

V. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN NRS. 1 TOT 13 EN 23 TOT 30

Amendement nr. 1

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat de nadruk wil leggen op de fundamentele rol van de OCMW's en stelt daarom voor een punt 3 in te voegen dat deze rol benadrukt, vraagt subsidies toe te kennen om de sociale participatie en de culturele en sportieve ontplooiing van de gebruikers te bevorderen en de socioprofessionele re-integratie aan te moedigen door wedertewerkstelling en beroepsopleidingen.

Amendement nr. 2

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de referentie in punt 1.j) naar het Europees jaar van de armoede te schrappen, vermits dit ondertussen voorbij is.

Amendement nr. 3

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 2.h) aan te vullen en zodoende rekening te houden met de discriminaties in het kader van de pensioenen, vermits volgens het Groenboek over de

pensions, près de 60 % des travailleurs salariés bénéficient du deuxième pilier, ce qui donne lieu à une inégalité.

Mme Tilmans dit espérer que l'on n'oublie pas les indépendants, car les travailleurs indépendants pensionnés ne vivent pas tous dans l'opulence.

Amendement n° 4

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 5.f) et à souligner l'importance de la concertation avec les autres niveaux de pouvoir compétents dans le cadre de la problématique de la pauvreté infantile.

Amendement n° 5

M. du Bus de Warnaffe dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer, dans le point 2, le c), étant donné que la question du salaire minimum dépend de la concertation entre les partenaires sociaux.

Amendement n° 6

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 1.g), la matière en question étant déjà abordée au point 1.i).

Amendement n° 7

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-254/2), tendant à insérer un point 1.k). Il est demandé dans celui-ci d'évaluer l'ensemble des dispositifs mis en œuvre dans une optique comparative au niveau fédéral, communautaire, régional et européen afin de dégager un ensemble de « bonnes pratiques ». L'intervenante estime qu'une évaluation des mesures prises aux différents niveaux de pouvoir est fondamentale.

Amendement n° 8

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.e), car la question de la mobilité, qui y est abordée, relève davantage des Régions que du niveau fédéral.

pensioenen ongeveer 60 % van de werknemers genieten van een tweede pijler pensioen, waardoor een ongelijkheid bestaat.

Mevrouw Tilmans hoopt dat ook gedacht wordt aan de zelfstandigen, want niet alle zelfstandige gepensioneerden zijn welvarend.

Amendement nr. 4

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 5.f) te vervangen en het belang te benadrukken van het overleg tussen de andere bevoegde beleidsniveaus in het kader van de problematiek van de armoede bij kinderen.

Amendement nr. 5

De heer du Bus de Warnaffe dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de verwijzing in punt 2.c) te schrappen, vermits de problematiek van de minimumloon afhankelijk is van het overleg tussen de sociale partners.

Amendement nr. 6

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 1.g) te doen vervallen omdat de daar besproken materie reeds wordt aangekaart in het punt 1.i).

Amendement nr. 7

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 1.k) in te voeren. Dit punt beoogt het geheel van bepalingen evalueren die vanuit een comparatief perspectief werden uitgewerkt op federaal, gemeenschappelijk, regionaal en Europees niveau om hieruit een geheel van « good practices » te halen. Een evaluatie van de maatregelen die op de verschillende beleidsniveaus worden genomen, lijkt spreekster van fundamenteel belang.

Amendement nr. 8

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 8 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 2.e) te doen vervallen, omdat de daar behandelde materie van mobiliteit eerder een regionale bevoegdheid is.

Amendement n° 9

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui tend à remplacer le point 2.i) par un texte plaidant en faveur d'un traitement plus rapide des demandes en matière de droits sociaux, en favorisant notamment l'échange des informations sociales et fiscales. Il convient en effet de travailler davantage sur la procédure menant à l'octroi des droits et de faire en sorte que celle-ci soit la plus efficace possible. Il convient, dans ce cadre, de favoriser l'échange d'informations.

Amendement n° 10

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.j). La formulation utilisée ici donne à penser que la fiscalité actuelle n'est pas juste et ne serait pas transparente. C'est erroné. Il convient de souligner que des mesures ont été prises sur le plan fiscal pour lutter contre la pauvreté.

Amendement n° 11

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à insérer un point 3.b) soulignant la nécessité de renforcer l'accessibilité aux soins de santé pour les malades chroniques en fonction de leur pathologie et non pas exclusivement sur la base de leur statut social ou de leurs revenus. Une attention particulière doit être accordée aux malades chroniques qui peuvent être confrontés à des dépenses importantes en matière de soins de santé. C'est pourquoi il convient d'instaurer un véritable « maximum à facturer » pour les malades chroniques. Cela consiste à faire bénéficier les malades chroniques d'un plafond de dépenses personnelles maximum en matière de santé en fonction de leur pathologie et non pas exclusivement sur la base de leur statut social ou de leurs revenus, comme c'est le cas dans le cadre des statuts actuels.

Amendement n° 12

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 12 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 3.f). La question des suppléments d'honoraires n'a pas sa place ici. C'est un débat qu'il convient de mener ailleurs que dans une résolution portant sur le thème spécifique de la pauvreté.

Amendement nr. 9

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 2.i) te vervangen door een tekst die ervoor pleit te zorgen voor een snellere behandeling van de aanvragen inzake sociale rechten, waarbij meer bepaald de uitwisseling van sociale en fiscale informatie wordt bevorderd. Het is immers aangewezen om hier meer te werken aan de procedure voor de toekenning van rechten en ervoor te zorgen dat ze zo efficiënt mogelijk is. De uitwisseling van informatie moet in dit kader worden aangemoedigd.

Amendement nr. 10

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.j) te doen vervallen. Zoals het geformuleerd staat, lijkt de huidige fiscaliteit niet eerlijk te zijn noch transparant. Dat klopt niet. Er dient benadrukt te worden dat er maatregelen zijn genomen op fiscaal vlak om de armoede te bestrijden.

Amendement nr. 11

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 11 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt een punt 3.b) in te voegen dat de nadruk wil leggen op de noodzaak de toegankelijkheid tot gezondheidszorg voor chronisch zieken te vergroten op basis van hun ziekte en niet uitsluitend op basis van hun sociaal statuut of inkomen. Er dient bijzondere aandacht te worden besteed aan chronisch zieken die voor grote uitgaven voor gezondheidszorg kunnen komen te staan. Daarom dient er een echte maximumfactuur te worden ingevoerd voor chronisch zieken. Hierbij wordt voor chronisch zieken een maximumbedrag van persoonlijke uitgaven voor gezondheidszorg ingevoerd dat gebaseerd is op hun ziekte en niet uitsluitend op hun sociale status of inkomen zoals momenteel het geval is in het kader van de huidige statuten.

Amendement nr. 12

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 12 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 3.f) te doen vervallen. Het probleem van de ereloon-supplementen is hier niet op zijn plaats. Die discussie dient elders te worden gevoerd, niet in een resolutie die over het specifieke probleem van de armoede gaat.

Amendement n° 13

Mme Tilmans et M. Brotchi déposent l'amendement n° 13 (doc. Sénat, n° 5-254/2), visant à remplacer le point 4.c) par une disposition qui souligne la nécessité de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie lorsqu'un bien est mis en location ou en vente.

Mme Tilmans n'a pas déposé d'amendement en ce qui concerne l'évaluation du régime des garanties locatives, évoquée au point 4.a); toutefois, elle insiste pour que, lors de cette évaluation, on tienne compte non seulement du point de vue des locataires mais aussi des intérêts des propriétaires. Elle reconnaît tout à fait la nécessité de protéger les locataires, mais elle rappelle également qu'il ne faut pas boycotter l'esprit d'initiative des propriétaires.

Amendement n° 23

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 23 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer les points 1.c) et 1.d).

Mme Saïdi estime que ces recommandations sont en fait un point du plan fédéral lutte contre la pauvreté par lequel le gouvernement s'engage à donner davantage de visibilité à l'aspect pauvreté dans l'évaluation des progrès au niveau du développement durable sur toute décision gouvernementale.

Amendement n° 24

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 24 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer l'alinéa 5 du point 1.i).

Mme Winckel précise qu'un projet d'arrêté royal intégrant la notion de « reconnaissance des compétences acquises ailleurs devrait permettre aux experts de vécu l'accession au niveau C.

Il revient également à l'intervenante qu'en ce qui concerne la reconnaissance des diplômes par le niveau communautaire, des concertations avec tous les acteurs concernés seraient en cours et qu'un suivi serait assuré par le SPF Intégration sociale.

Amendement n° 25

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 25 (doc. Sénat, n° 5-254/2), qui vise à supprimer le point 2.d).

Amendement nr. 13

Mevrouw Tilmans en de heer Brotchi dienen amendement nr. 13 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt het punt 4.c) te vervangen door een bepaling die de nadruk legt op het aanmoedigen van rationeel energieverbruik wanneer een woning wordt verhuurd of verkocht.

Wat betreft de evaluatie van de huurwaarborgregeling die aangehaald wordt in punt 4.a) heeft mevrouw Tilmans geen amendement ingediend, maar zij dringt erop aan dat deze evaluatie niet enkel zal gebeuren vanuit het standpunt van de huurders, maar dat ook rekening zal gehouden worden met de eigenaars. Zij is het er volledig mee eens dat huurders beschermd moeten worden, maar er moet over gewaakt worden het initiatief van de eigenaars niet te boycotten.

Amendement nr. 23

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 23 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt de punten 1.c) en 1.d) te doen vervallen.

Mevrouw Saïdi meent dat die aanbevelingen in feite een punt zijn uit het federaal plan voor armoedebeëindiging waarbij de overheid het armoedeaspect meer op de voorgrond wil plaatsen wanneer ze bij een regeringsbeslissing evalueert in welke mate vooruitgang wordt geboekt op het vlak van duurzame ontwikkeling.

Amendement nr. 24

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 24 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 1.i) het vijfde lid te doen vervallen.

Mevrouw Winckel verduidelijkt dat een ontwerp van koninklijk besluit tot invoering van het begrip «erkenning van elders verworven vaardigheden» de ervaringsdeskundigen in staat zou moeten stellen toegang te krijgen tot niveau C.

Spreekster verneemt ook dat er overleg zou worden gepleegd met alle betrokkenen over de erkenning van het diploma door de gemeenschappen en dat de POD Maatschappelijke Integratie dit volgt.

Amendement nr. 25

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 25 in, dat ertoe strekt punt 2.d) te doen vervallen.

Les mesures relatives à l'élimination des pièges à l'inactivité font l'objet d'une attention particulière par le plan fédéral de lutte contre la pauvreté.

Amendement n° 26

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 26 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à supprimer le point 2.f).

Selon la sénatrice Winckel, le gouvernement fédéral a déjà pris diverses décisions pour soutenir le pouvoir d'achat en adoptant via le volet social du plan de relance le 16 janvier 2009 plusieurs mesures dont notamment :

- augmentation en 2009 et 2010 de la GRAPA;
- augmentation au 1^{er} juin 2009 de l'allocation «personnes handicapées» et du revenu d'intégration (ainsi que des allocations sociales assimilées);
- augmentation des pensions minimum pour travailleurs salariés et indépendants;
- adaptation au bien-être des indemnités liées aux accidents de travail;
- etc.

Le prochain gouvernement introduira des mesures adéquates en la matière. Madame Winckel est convaincue qu'idéalement, tous les revenus en question inférieurs au seuil de risque de pauvreté devraient être relevés.

Amendement n° 27

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 27 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer, dans le point 5.a), les mots «de mener une politique de lutte contre la pauvreté» par les mots «de poursuivre et de renforcer les efforts entrepris dès 2007 pour accorder une attention particulière à la politique de lutte contre la pauvreté dans le cadre des perspectives européennes».

Selon Mme Winckel, des groupes cibles vulnérables tels que les personnes en situation de handicap bénéficiant d'une attention toute particulière depuis 2007 afin de renforcer les objectifs de lutte contre la pauvreté.

Amendement n° 28

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 28 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 5.f). Il s'agit d'une simple réactualisation du point en question, étant donné que l'Année

Er wordt in het federaal plan voor armoedebestrijding bijzondere aandacht besteed aan maatregelen die de werkloosheidsval moet wegwerken.

Amendement nr. 26

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 26 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 2.f) te doen vervallen.

Volgens senator Winckel heeft de federale regering al diverse koopkrachtondersteunende beslissingen genomen. Daartoe heeft ze via het sociale deel van het herstelplan van 16 januari 2009 meerdere maatregelen genomen, meer bepaald :

- verhoging van de IGO in 2009 en 2010;
- verhoging op 1 juni 2009 van de toelage «personen met een handicap» en van het leefloon (en vergelijkbare sociale uitkeringen);
- verhoging van de minimumpensioenen voor werknemers en zelfstandigen;
- welvaartsaanpassing van uitkeringen voor arbeidsongevallen;
- enz.

De volgende regering zal aangepaste maatregelen ter zake invoeren. Mevrouw Winckel is ervan overtuigd dat alle inkomens die onder de armoederisicogrens liggen, idealiter zouden moeten worden opgetrokken.

Amendement nr. 27

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 27 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in punt 5.a) de woorden «een armoedebestrijdingsbeleid te voeren» vervangen door de woorden «de inspanningen die sinds 2007 werden geleverd voort te zetten en op te voeren om speciaal aandacht te besteden aan het armoedebestrijdingsbeleid in het raam van de Europese vooruitzichten».

Volgens mevrouw Winckel werd er sinds 2007 bijzondere aandacht besteed aan kwetsbare doelgroepen, zoals mensen met een handicap, om de doelstellingen van armoedebestrijding kracht bij te zetten.

Amendement nr. 28

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 28 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 5.f) te vervangen. Het gaat om een eenvoudige update van het punt, aangezien het

européenne de lutte contre la pauvreté a eu lieu en 2010.

Amendement n° 29

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 29 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à insérer, dans les considérants, un point I/1 (nouveau) faisant référence au Plan national de lutte contre la fracture numérique (Plan belge d'inclusion numérique) et à la mise en œuvre de sa deuxième phase 2011-2015.

La lutte contre la fracture numérique fait également partie des actions à mener dans le cadre d'une lutte globale contre la pauvreté. Mme Winckel observe que, la notion de fracture numérique étant mentionnée au point 5.c), il convient de resituer le contexte dans lequel elle s'applique.

Amendement n° 30

Mmes Saïdi, Winckel et Zrihen déposent l'amendement n° 30 (doc. Sénat, n° 5-254/2) qui vise à remplacer le point 1.j). Il s'agit ici également d'une réactualisation, étant donné que l'Année européenne de lutte contre la pauvreté s'est clôturée en 2010. Il s'agit de poursuivre les efforts engrangés en matière de lutte contre la pauvreté.

Par suite de l'adoption de l'amendement global n° 14 et des sous-amendements dont celui-ci a fait l'objet, les amendements n°s 1 à 13 et 23 à 30 deviennent sans objet.

VI. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de résolution amendée relative à la lutte contre la pauvreté a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

La rapporteuse,
Fatiha SAÏDI.

Le président,
Rik TORFS.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. n° 5-254/5 - 2010/2011).**

Europees Jaar van de bestrijding van armoede in 2010 plaatsvond.

Amendement nr. 29

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 29 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt in de consideransen een I/1 (nieuw) in te voegen dat verwijst naar het Nationaal actieplan ter bestrijding van de digitale kloof (Belgisch strategisch e-inclusieplan) en naar de tenuitvoerlegging van zijn tweede fase 2011-2015.

De bestrijding van de digitale kloof maakt eveneens deel uit van de acties die moeten worden gevoerd in het raam van een globale armoedebestrijding. Senator Winckel merkt op dat de digitale kloof vermeld wordt onder punt 5. c) en daarom is het raadzaam de context te vermelden waarin hij bestaat.

Amendement nr. 30

De dames Saïdi, Winckel en Zrihen dienen amendement nr. 30 in (stuk Senaat, nr. 5-254/2), dat ertoe strekt punt 1.j) te vervangen. Ook hier betreft het een *update* vermits het Europees Jaar van de bestrijding van armoede afliep in 2010. De inspanningen moeten worden voortgezet om de doelstellingen inzake armoedebestrijding te bereiken.

Ingevolge de aanneming van het globaal amendement nr. 14 en de daarop ingediende subamendementen, vervallen de amendementen nrs. 1 tot 13 en 23 tot 30.

VI. EINDSTEMMING

Het geamendeerde voorstel van resolutie betreffende de armoedebestrijding in zijn geheel wordt aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Dit verslag is goedgekeurd met eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

De rapporteur,
Fatiha SAÏDI.

De voorzitter,
Rik TORFS.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk nr. 5-254/5 - 2010/2011).**